RADIOXPIRATE.COM
FILLION SE LANCE DANS L'AVENTURE DE LA RADIO PAYANTE A 2

TÉLÉVISION
UN FRANC-TIREUR AU MOUTON NOIR B 1

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE LUNDI 22 AOÛT 2005

Stones un jour...

KATHLEEN LAVOIE
KLavoie@lesoleil.com

BOSTON — Ils n'ont plus exactement 20 ans, mais auraient pu donner une leçon de rock'n'roll à bien des jeunots, hier. C'est d'une gigantesque scène, digne d'un film de science-fiction, que les Rolling Stones ont donné avec éclat le coup d'envoi d'une tournée mondiale d'un an, hier, au Fenway Park de Boston.

Vers 17h, avant même qu'une note n'ait résonné dans le stade de baseball, il était évident que la soirée ne manquerait pas d'étonner. Premier choc : dans le fond du champ centre, gigantesque, s'élevait l'incroyable scène de cinq étages où le légendaire groupe s'exécuterait quelques heures plus tard.

L'impressionnant équipement, dont on a beaucoup fait état au cours des derniers jours, ressemble de face à une araignée, dont le corps serait

Voir **STONES** en A 2 ➤

RENTRÉE SCOLAIRE PERTURBÉE

Fournier met les profs en garde

Ils devront enseigner malgré la grève des employés de soutien, dit-il

FRANCIS HIGGINS
FHiggins@lesoleil.com

■ Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, invite les professeurs et leurs étudiants à se rendre en classe aujourd'hui, en dépit des piquets de grève des employés de soutien du réseau scolaire.

Selon son cabinet, il n'est pas question de demander de franchir les lignes de piquetage. Il s'agit plutôt de faire valoir le droit de chacun d'aller en classe.

« Un piquet de grève, ça ne doit pas gêner l'accès aux autres travailleurs et aux étudiants. Si les enseignants ne sont pas en grève, ils sont en classe, cela va de soi », a déclaré M. Fournier en point de presse, hier.

Le ministre doit s'attendre à une surprise, s'il faut en croire les porte-parole syndicaux. En effet, la Fédération nationale des enseignants du Québec, affiliée à la Confédération des syndicats nationaux, promet d'appuyer les manifestants dans leur débrayage.

« À la limite, ça ressemble à une invitation à la confrontation, ce que personne ne souhaite. Nous aurions préféré qu'il demande à la présidente du Conseil du trésor de débloquer des fonds pour régler le problème », a indiqué la secrétaire générale, Caroline Senneville.

« Au fond, ça ne m'étonne pas de M. Fournier. Il reste égal au Parti libéral. Nous aurions plutôt aimé qu'il parle des questions de fond qui touchent l'éducation », a dit Ginette Guérin, présidente de la Fédération des employés de services publics, aussi liée à la CSN. Cette dernière s'attend à ce que tous respectent les piquets de grève dans les jours qui viennent.

De son côté, le ministre Fournier dénonce les tactiques des syndicats. Il les invite à résoudre le conflit à la table des négociations sans prendre les familles en otages. « Ils peuvent bien essayer de bousculer tout et de rendre la vie difficile pour l'ensemble des parents et des enfants. Il n'y a pas plus d'argent à la fin du compte. On n'a pas les moyens de payer plus. Le portefeuille, il est vide », a-t-il assuré.

Mme Guérin rétorque que cette manifestation ne met pas en péril la session scolaire. Du même souffle, elle déplore le manque de respect à l'endroit du personnel de soutien. « Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'on fait tout ça. Mais à ce jour, je n'ai menacé ni pris en otage qui que ce soit. Je trouve que c'est de la mauvaise foi qui risque d'entraîner une autre journée de grève bientôt », a-t-elle mentionné.

Après deux ans sans contrat de travail, les employés de services publics du réseau scolaire protestent notamment contre la précarité de leurs emplois et leurs conditions de travail. De nombreux mouvements de débrayage d'une journée se poursuivront jusqu'au 6 septembre.

Vingt cégeps de la province partent le bal aujourd'hui, dont ceux de Limoilou, Lévis-Lauzon, Beauce-Appalaches et Thetford Mines. Dans les jours qui viennent, plusieurs commissions scolaires entreront dans la marche pour une demi-journée, en avant-midi : Charlevoix (29 août), Navigateurs (30 août), Appalaches (31 août) et Découvreurs (1er septembre). Au premier jour de septembre, 17 organismes gouvernementaux seront également fermés, dont les traversiers, l'Aide juridique et le Palais des congrès, entre autres.

Les syndicats se disent fatigués de la lenteur des négociations avec la fonction publique. « On nous a proposé un calendrier, mais on ne rencontrera le gouvernement qu'une fois par semaine. C'est nettement insuffisant », a dit Mme Guérin.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, maintient que les cordes de la bourse de l'État sont liées. Il a déclaré hier que le gouvernement n'offrira pas davantage que les 12,6 % d'augmentation, incluant l'équité salariale, proposés sur six ans.

(Avec la Presse canadienne)

Plus d'information Page A 5

Navire maltais arraisonné à Québec

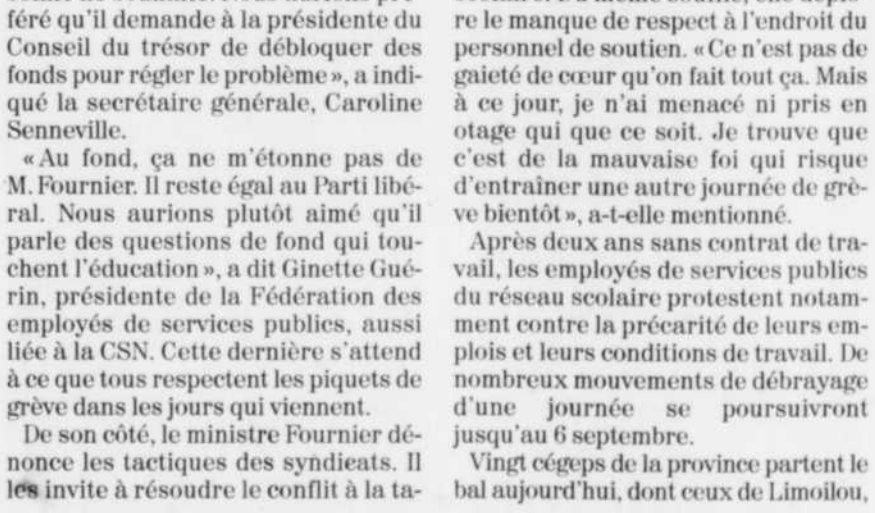
Six marins turcs ont sauté dans le fleuve dans l'espoir de rester au Canada

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

L'*Imbat*, un navire battant pavillon maltais, a été arraisonné hier au port de Québec après que six marins turcs se soient jetés à l'eau à la hauteur de Champlain, prés de Trois-Rivières. L'Agence des services frontaliers du Canada recherche toujours trois d'entre eux en plus de deux autres membres d'équipage du même bateau portés disparus il y a plus d'une semaine.

Mettre sa vie en jeu pour entrer au Canada. C'est ce qu'ont risqué les six marins en sautant du navire, alors qu'il revenait du port de Sorel, en route vers l'Italie.

« Ils ont sauté par-dessus bord à un moment qui n'est pas encore déterminé. On sait que l'*Imbat* a quitté le port de Sorel vers 1 h dans la nuit de samedi à aujourd'hui (hier) et que trois marins ont été retrouvés vers 6 h. L'un a été récupéré dans le fleuve, alors qu'il s'accrochait à une bouée et deux autres déambulaient sur la 138 à la hauteur de Champlain — située sur la rive nord du Saint-Laurent à l'est de Trois-Rivières —», relate Dominic McNeely, porte-parole de l'Agence. L'un des trois rescapés a été conduit à l'hôpital de Trois-Rivières pour y être soigné, parce qu'il montrait des signes d'hypothermie.



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Le navire arraisonné sous surveillance hier au port de Québec.

Hier, en fin de journée, l'Agence des services frontaliers et la Sûreté du Québec recherchaient toujours les trois autres individus manquant à l'appel. Selon certaines informations, ils pouvaient se trouver à bord d'un voilier qui leur aurait porté secours. Cette piste devait se révéler fausse après vérification à bord de l'embarcation en question.

L'*Imbat* n'en était pas à son premier cas de défection depuis son arrivée le 8 août au port de Sorel. En effet, deux marins ont pris la fuite le vendredi 12 août, profitant d'une sortie médicale autorisée à Montréal. Depuis, on est sans nouvelles d'eux, rapporte M. McNeely.

Avec huit marins en moins, sur un équipage qui en compte une vingtaine, les services frontaliers et Transports Canada ont arraisonné le navire, alors qu'il passait à la hauteur de la capitale. L'*Imbat* a accosté hier vers 11h au port de Québec pour y subir une inspection.

« Nous devions nous assurer qu'ils étaient toujours assez nombreux pour naviguer et surtout, établir de façon certaine le nombre de personnes qui ont tenté d'entrer illégalement au pays », précise le porte-parole de l'agence.

Voir **NAVIRE** en A 2 ➤

À LIRE AUJOURD'HUI

■ **Du monde à la messe** Page A 3
Plus d'un million de jeunes ont assisté hier à Cologne, en Allemagne, à la messe célébrée par le pape Benoît XVI, dont ce premier déplacement à l'étranger a révélé le style dépouillé.

■ **Les Capitales font le plein pour le dernier droit** Pages S 2 et S 3
Les Capitales de Québec mettent la main sur six nouveaux joueurs dans l'espoir de franchir la première ronde des séries de la ligue Can-Am pour la première fois de leur histoire.

LA QUESTION DU JOUR

@ QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Qu'est-ce que les Rolling Stones représentent pour vous ?

ÉCRIVEZ-NOUS À **opinion@lesoleil.com**
Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

1693417

Plus je **change**, plus je suis pareille. Qui suis-je ?

Détails au www.RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

SOMMAIRE

Agenda	B 6	Loteries	A 14
Automobile	C 1	Météo	S 16
Bandes dessinées	B 7	Mot mystère	B 7
Bridge	S 15	Mots croisés	B 7
Décès	C 11	Petites annonces	S 12
Horoscope	B 7	Télévision	B 2

MÉTÉO

Max. 20, min. 12
Nuageux avec averses isolées et risque d'orages. Détails **page S 16.**

Précipitations (avant hier)
Ce mois-ci : 42 mm — L'an dernier : 45,2 mm
Cet été : 262,2 mm — L'été dernier : 445,9 mm

QUÉBEC, 109e ANNÉE, N° 232
FLORIDE, 1,89 $ US
MONTRÉAL, OTTAWA 87¢ PLUS TAXES
65¢ PLUS TAXES
LUNDI

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
	abonnements@lesoleil.com
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
	petitesannonces@lesoleil.com
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
	redaction@lesoleil.com
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 40065022. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

DEMAIN DANS LE SOLEIL

LE DERNIER PÉRIPLE

Les Capitales amorcent ce soir à Worcester leur dernier voyage de la saison régulière. Ils accueilleront également six nouveaux joueurs.

Dans le cahier Sports

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE?

CONTACTEZ-NOUS

Vous avez été témoin d'un événement, avez observé des faits qui soulèvent des questions, avez des idées de reportages, d'enquêtes ou de dossiers qui pourraient être réalisés par un journaliste?

Téléphonez-nous : (418) 686-3394
Télécopiez-nous : (418) 686-3374

Écrivez-nous : **redaction@lesoleil.com**
ou à : Nouvelles LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6

LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Le « Imbat » avait déjà perdu deux marins alors qu'il était arrêté à Sorel.

NAVIRE

Suite de la Une

À la première interrogation, le port de Québec a confirmé que le navire était visé par une interdiction de départ de la Garde côtière canadienne, puisque l'équipage n'était plus assez nombreux pour reprendre la mer. Le bâtiment devrait donc demeurer à quai encore au moins deux jours, le temps de remplacer les marins qui ont fait défection. À la seconde question, Dominic McNeely confirme qu'au total huit marins ont tenté d'entrer illégalement au pays.

DEMANDE DE STATUT

Les trois Turcs arrêtés hier matin par la SQ ont été remis aux services frontaliers qui les gardent en détention. L'un d'eux a demandé le statut de réfugié.

M. McNeely convient qu'il s'agit ici d'un cas exceptionnel de défection. « C'est quelque chose qu'on surveille parce que ça se produit quelques fois l'an. Toutefois, il est rare de voir ainsi des gens sauter à l'eau », conclut-il.

AP

Mick Jagger est arrivé hier sur scène chauffé à bloc.

STONES

Suite de la Une

constitué d'un écran géant central et les pattes seraient la structure de quatre étages s'étalant de part et d'autre de cet écran. C'est dans les trois étages inférieurs de cette structure que 400 spectateurs privilégiés — les billets pour y accéder coûtaient 453 $US à Boston ! — ont pu assister au spectacle. Plus qu'une simple construction à vocation technique, elle sert également d'écran tridimensionnel où l'on projette, tout au long du spectacle, des jeux d'éclairages fabuleux qui donnent relief, profondeur et chaleur à l'ensemble de la scénographie.

Mais tous ces éléments techniques ne sauraient vraiment répondre à la commande s'ils n'appuyaient pas de si belle manière les Rolling Stones eux-mêmes, quatre bonshommes dans la soixantaine (à part Ron Wood qui a 58 ans) également plus grands que nature, dont la forme physique aurait de quoi faire rougir bien des trentenaires !

Hier, ils n'ont laissé aucun doute sur le fait que l'heure de la retraite est loin d'avoir sonné. Proposant un programme de près de deux heures, constitué de 22 titres, un heureux amalgame de standards (*Start Me Up*, *Satisfaction*, *Honky Tonk Woman*, *Jumpin' Jack Flash*, etc.), de pièces rares (*She's So Cold*) et de pièces de *A Bigger Bang* (*Rough Justice*, *Back On My Hand*, *Oh No, Not Yet Again*, *Infamy*), leur album à paraître le 6 septembre, les grands-pères du rock se sont montrés à la hauteur de leur légende.

Vêtu d'un veston argenté, d'un chapeau assorti, de jeans et d'espadrilles, Mick Jagger est pour sa part arrivé chauffé à bloc sur scène, traversant en sautillant l'interminable passerelle. Autour de lui, le flegmatique Ron Wood jouait discrètement de sa guitare pendant que Keith Richards, avec son air de pirate désabusé, roulait des épaules en se faisant aller sur sa guitare. Derrière eux, un Charlie Watts de retour à la santé après un cancer de la gorge, tapait des peaux avec l'économie de mouvements qui l'a toujours caractérisé.

Avec les quatre Stones sur scène, les habituels Chuck Leavell (claviers), Darryl Jones (basse), Bobby Keys (cuivres), ainsi qu'une section de cuivres et deux excellents choristes, ont ajouté une couleur bénéfique au rock bien bluesé du quatuor britannique.

Pour le meilleur ou pour le pire, ce dernier a décidé de se tenir loin de la controverse, hier, en évitant d'interpréter *Sweet Neo Con*, un titre anti-Bush tiré de leur prochain album qui a soulevé l'ire des républicains au cours des derniers jours. De même manière, il s'est abstenu de jouer *Streets of Love*, leur actuel simple qui ne fait pas l'unanimité parmi les fans.

Ce qui a toutefois paru rallier les 36 000 spectateurs du Fenway Park, hier, ce sont les surprises et artifices qui avaient été imaginés pour les séduire, dont un hommage à Ray Charles (*Night Time is The Right Time*), l'apparition d'une énorme langue gonflable, une portion du spectacle sur une scène détachable qui s'avançait dans la foule et la pétarade de feux d'artifice finale.

On sera toutefois demeurés pantois devant le trou béant qui défigurait le cœur du Fenway Park. Pour des raisons qu'on imagine, le public n'a pas été admis dans le précieux diamant en gazon naturel des Red Sox de Boston... On peut toutefois se rassurer : on ne verra pas ça à Ottawa (28 août), Moncton (3 septembre) ou Montréal (10 janvier).

Le menu du spectacle des Stones

Start Me Up
You Got Me Rockin'
Shattered
Tumbling Dice
Rough Justice
Back On My Hand
Beast of Burden
She's So Cold
Heartbreaker
Night Time is The Right Time
The Worst
Infamy
Miss You
Oh No, Not You Again
Satisfaction
Honky Tonk Woman
Out of Control
Sympathy for the Devil
Jumpin' Jack Flash
Brown Sugar
You Can't Always Get What You Want
It's Only Rock'n'roll

BLACK EYED PEAS

En première partie, les Black Eyed Peas ont eu la tâche ingrate d'ouvrir pour les Stones, ce qui, on en conviendra, comporte un niveau de risque important. D'abord parce que les fans des Stones ne sont pas nécessairement fans des BEP — il y a souvent une génération d'âge et un monde de goûts entre les deux —, mais aussi parce que le spectacle se mettait en branle à 18 h 30, alors que le ciel de Boston était encore clair, réduisant à zéro l'effet des éclairages. Rien de très coutumier pour ce groupe ayant atteint un statut de superstars lui assurant désormais de se produire dans des arénas, comme ils le faisaient au Colisée de Québec le 7 juillet, où d'autres formations réchauffent le public.

Dans ces circonstances, Will.i.am, Fergie apl.de.ap et Taboo ont fait un travail honorable pendant 45 minutes, hier, portant fièrement le chandail des Stones et alignant sans prendre leur souffle des hits tels que *Don't Phunk With My Heart*, *Hey Mama*, *Shut Up*, *Let's Get Retarded*, *Where Is the Love ?* et leur dernier simple, *Don't Lie*, dans un Fenway Park on ne saurait plus vide et indifférent. Dur coup pour l'ego...

HISTOIRE DE GROS SOUS

Plus tôt en après-midi, dans un climat pour le moins humide, les alentours du Fenway Park grouillaient d'activités. Des vendeurs — autorisés — du temple (marchandise à l'effigie du groupe et kiosques de bouffe), aux revendeurs de billets, surveillés de près par un nombre impressionnant de policiers à pied et à moto, en passant par des journalistes, avec leur suite habituelle de camion micro-ondes, et un groupe d'infirmières de la Californie distribuant des affiches où l'on pouvait lire « Stop Arnold ! », tous trouvaient leur compte dans le mégaconcert qui rassemblait 36 000 personnes.

On se rappellera que le gouverneur de la Californie, Arnold Schwarzenneger profitait de la première des Rolling Stones au Fenway Park de Boston pour « sortir » quelques-uns des plus généreux donateurs à sa caisse électorale.

Le regroupement The California Nurses Association a profité de l'occasion pour faire entendre son mécontentement envers celui qui, prétendent-elles, refilera des millions $ destinés à la santé, à l'éducation et à la sécurité publique à des lobbyistes corporatifs advenant son élection.

Jeff Fillion s'offrira son propre micro dans Internet

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

Fini la Radio X pour Jeff Fillion. Qu'à cela ne tienne, c'est à l'adresse Internet RadioXpirate.com que le controversé animateur compte faire un retour derrière le micro dès la fin de l'hiver prochain.

« C'est un clin d'œil. C'est un osti de gros clin d'œil », avoue Jeff Fillion, en parlant du nom qu'il souhaite donner à ce qui deviendra la première radio payante au Québec, sans préciser de date de mise en service.

En déboursant un maximum de 5,99 $ par mois, les auditeurs auraient droit à une douzaine de stations musicales, chacune possédant sa propre couleur. Il y aura, entre autres, du rock francophone et anglophone et une place privilégiée sera réservée aux groupes de la relève. « Les gens vont entendre des choses qui ne tournent pas sur les radios traditionnelles », promet-il.

Évidemment, l'animateur sera de la programmation. Il présentera un *show* du matin diffusé en direct de 7 h à 11 h sur l'ensemble des stations de son groupe. Les internautes pourront aussi l'écouter en différé.

Pour lui, le choix de se tourner vers Internet était clair. « J'ai eu des offres de stations de Québec. J'aurais pu faire des niaiseries à un salaire indécent (...) Pourquoi je me limiterais à un marché plus petit, alors que je peux être diffusé partout au Québec, raconte celui qui dit être capable d'aller chercher des milliers d'auditeurs, surtout avec l'avènement prochain de l'Internet *wireless* (sans-fil). Tu vas pouvoir avoir les émissions sur ton *iPod* et dans ton automobile », illustre-t-il.

ARCHIVES LE SOLEIL, ÉRICK LABBÉ

Jeff Fillion entend offrir son émission sur tout le futur réseau.

Et le contenu de sa future émission ? « Ça va être le même Jeff Fillion que les gens ont connu au cours des deux dernières années », assurant que, depuis 2003, il tenait des propos plus modérés et que la majorité des paroles que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes lui reproche remontent essentiellement à ses débuts à la radio. « Je n'en veux plus de poursuites », lance-t-il à ce sujet.

Même si le plan d'affaires, comprenant un investissement de plus de 1 million $, est prêt, certaines ficelles restent encore à attacher. « Il faut bâtir des studios et voir d'où les émissions seront diffusées. » Ce pourrait bien être de Québec comme de l'extérieur, comme aussi de plusieurs endroits selon la période de l'année, espère Fillion qui dit vouloir « voyager » avec sa famille. Il envisage même la possibilité que sa compagnie soit américaine.

En parallèle à ce projet de radio dans Internet, Fillion poursuit des discussions avec XM Satellites et Sirius, deux fournisseurs de services par satellite. Mais à ce chapitre, il garde des réserves. « Si j'accepte, je ne veux pas travailler pour eux, je veux qu'ils achètent ma compagnie. J'ai été échaudé à mort et je ne veux plus travailler pour personne. Seulement pour moi. On est parti pour un gros trip », conclut-il.

Layton lâche les libéraux

OTTAWA (PC) — À un mois de la rentrée parlementaire à Ottawa, le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, a confirmé dans un entretien avec le quotidien *Le Devoir* qu'il lâchait les libéraux.

Finie l'alliance entre le Parti libéral du Canada et le NPD conclue le printemps dernier dans la foulée d'un ajout au budget et de l'instabilité à la Chambre des communes. Le budget ayant reçu la sanction royale cet été, Jack Layton tient parole et cesse d'aider les libéraux à garder latête hors de l'eau.

« Ça revient comme c'était avant l'accord sur le budget, explique Jack Layton. Ce sera du cas par cas, il n'y a plus d'alliance. »

La situation est donc encore plus imprévisible qu'au printemps dernier, lorsque l'appui des 19 députés du NPD assurait au moins au gouvernement un vote serré aux Communes sur les différentes lois ou lors des votes de confiance.

Il suffisait alors que deux des quatre députés indépendants — ils sont trois maintenant depuis la mort, cet été, de Chuck Cadman — votent avec eux pour faire passer le tout sans problème. Ce ne sera plus le cas.

De plus, Jack Layton n'écarte pas l'idée de rallier le Bloc québécois et le Parti conservateur s'il faut défaire le gouvernement libéral dès cet automne.

« C'est possible, on verra, je n'écarte rien, a-t-il dit. Mais il faut regarder ce que les libéraux feront avant de penser à précipiter des élections. »

Le NPD ne ferme donc pas complètement la porte au chef conservateur, Stephen Harper, qui affirmait, dans une entrevue samedi dans *Le Devoir*, qu'il avait absolument besoin d'une « bonne raison » et de « l'appui du NPD » pour précipiter la chute du gouvernement Martin.

Jack Layton estime toutefois qu'il est primordial d'attendre le premier rapport du juge Gomery, le 1er novembre, avant même de songer à renverser les libéraux.

Le NPD annonce aussi déjà ses couleurs en ce qui a trait à un possible minibudget ou à une nouvelle politique économique du gouvernement cet automne : l'appui de Jack Layton est loin d'être acquis.

« Un minibudget n'est pas nécessaire, tranche le chef du NPD. Je n'en ai pas discuté avec le premier ministre, et ça reste une question hypothétique, mais nous ne sommes pas chauds du tout à cette idée. »

Est-ce que le NPD pourrait faire volte-face et revenir aider les libéraux pendant la session ? Jack Layton soutient que c'est encore possible. Tout dépendra de la façon dont l'automne se déroulera et, surtout, de ce que les libéraux pourraient mettre sur la table pour garder l'appui du NPD jusqu'au déclenchement des élections. Rappelons que l'entente sur le budget avec le NPD avait coûté 4,6 milliards $ au gouvernement.

Actuellement, il y a 133 députés du PLC aux Communes, mais le président de la Chambre, Peter Milliken, ne peut voter qu'en cas d'égalité. Les conservateurs ont 98 élus, le Bloc 54 et le NPD 19. Trois indépendants sont présents et tous les trois sont d'anciens libéraux. Le siège de Chuck Cadman, qui a permis au gouvernement de survivre le 19 mai dernier, est vacant depuis son décès.

ACTUALITÉS

JOURNÉES MONDIALES DE LA JEUNESSE

Le prochain rendez-vous à Sydney

Plus d'un million de jeunes ont assisté à la messe de clôture célébrée par Benoît XVI

■ COLOGNE (AP et AFP) — Plus d'un million de jeunes ont assisté hier à la messe célébrée en plein air à Marienfeld, près de Cologne, par Benoît XVI qui effectuait, dans son Allemagne natale, son premier déplacement à l'étranger depuis son élection à la tête de l'Église catholique. Le pape a donné rendez-vous aux pèlerins en 2008 à Sydney pour les prochaines Journées mondiales de la jeunesse (JMJ), avant de repartir pour Rome en début de soirée.

Le souverain pontife a appelé les jeunes, dont beaucoup avaient campé sur place la nuit précédente, à assister régulièrement à la messe dominicale et à faire bon usage de la liberté que Dieu leur a donnée. « La liberté ne consiste pas simplement à profiter de la vie en totale autonomie, mais plutôt à vivre à la mesure de la vérité et du bien », a déclaré dans son homélie le successeur de Jean-Paul II.

Benoît XVI a dénoncé l'« étrange oubli de Dieu » qui coïncide avec une « explosion nouvelle de la religion ». « Je ne souhaite nullement discréditer toutes les manifestations de ce phénomène. Il peut exister une joie sincère de la découverte », a-t-il dit. « Cependant, lorsque cela est poussé trop loin, la religion devient presque un produit de consommation ».

« Les gens choisissent ce qui leur plaît », a-t-il noté. « Mais en fin de compte, la religion qu'on se bricole soi-même ne peut pas nous soutenir. Aidez les gens à découvrir la véritable étoile qui guide notre chemin : Jésus Christ ».

Le pape âgé de 78 ans a également exhorté les jeunes à assister régulièrement à la messe dominicale, estimant que Dieu devait être présent pendant le temps libre. « Il est bon qu'aujourd'hui, dans de nombreuses cultures, le dimanche soit un jour libre, ou qu'avec le samedi il constitue même le week-end libre », a-t-il affirmé en français. « Ce temps libre, toutefois, demeure vide si Dieu n'y est pas présent ».

Vers la fin de la messe, Benoît XVI a déclaré que les prochaines JMJ se tiendraient en 2008, à Sydney, en Australie. Une annonce accueillie par des acclamations et des applaudissements.

Il a enfin invité les pèlerins à répandre à travers le monde le message d'amour et de miséricorde de l'Église, et ce en français, en anglais, en italien, en polonais, en portugais, en swahili (une langue africaine), en tagalog (langue philippine) et en allemand (sa langue maternelle).

Les JMJ attirent des catholiques du monde entier. Durant la messe, les chants ont été accompagnés de zamponas et de charangos (sortes de flûtes et de guitares d'Amérique du Sud), d'un sitar indien, de tambours africains et d'un didgeridoo australien.

Benoît XVI avait entamé jeudi son voyage à Cologne. Poursuivant l'œuvre de rapprochement de son prédécesseur avec les grandes religions monothéistes, il s'était rendu vendredi dans une synagogue de Cologne, devenant ainsi le deuxième pape à visiter un lieu de culte juif : en 1986, Jean-Paul II était allé dans une synagogue de Rome. Benoît XVI a ensuite rencontré samedi des représentants de la communauté musulmane en Allemagne. Il a dénoncé le « fanatisme cruel » des auteurs d'attentats et a appelé les musulmans à se joindre aux chrétiens pour combattre le fléau du terrorisme.

STYLE DÉPOUILLÉ

Ces Journées mondiales de la jeunesse de Cologne ont révélé aux catholiques le style dépouillé de leur nouveau pape Benoît XVI, tranchant avec l'exubérance spontanée du pape polonais, et la hauteur de ses exigences.

Les jeunes catholiques venus à Cologne avec le souvenir de Jean -Paul II, mélange de superstar et de grand-père complice, se sont adaptés de bon gré à leur nouveau chef spirituel, pédagogue discret et attentif. D'une certaine manière, Benoît XVI a clos l'ère de l'exubérant pape polonais lors de ces JMJ qui lui ont permis d'imposer à l'Église son style propre.

L'accueil chaleureux des fidèles n'a pas atteint les délires enthousiastes que provoquaient chacune des apparitions du pape polonais.

Tout a d'ailleurs été fait pour contenir cet enthousiasme dans des limites raisonnables : alors que Jean - Paul II adorait le contact physique avec les fidèles, les bains de foule ont été limités au minimum. La télévision chargée de retransmettre les célébrations publiques a été avare en gros plans sur Benoît XVI, faisant passer le sens de la liturgie devant l'émotionnel.

Et le pape allemand n'a pas profité du retour dans son pays natal pour se livrer à des confidences sur sa jeunesse ou ses goûts personnels. Quand il était en Pologne, Jean-Paul II, lui, n'hésitait pas à évoquer ses parties de soccer et ses amis disparus.

AP

Des jeunes pèlerins venus de l'Australie ont manifesté leur joie à l'annonce de la tenue des Journées mondiales de la jeunesse en 2008 dans leur pays... à quelque 16 591 kilomètres de Cologne.

REUTERS

Des centaines de milliers de personnes se sont massées sur le terrain très largement quadrillé du Marienfeld, à 27 km de Cologne, hier pour assister à la messe célébrée par le pape Benoît XVI.

Une organisation jugée « catastrophique »

COLOGNE (AFP) — Des personnes participant aux Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) qui se sont déroulées jusqu'à hier à Cologne ont dénoncé l'organisation « catastrophique » des transferts en autocar dans l'agglomération et le mécontentement de pèlerins privés de repas payés.

L'acheminement de XVIoù le pape célébrait hier une messe devant un million de fidèles, a tourné au cauchemar pour une partie des personnes ayant participé samedi soir à une veillée de prières animée par Benoît XVI.

Des jeunes inscrits aux JMJ ont affirmé avoir mis quatre heures en car pour rejoindre le site à partir de Cologne, en raison des embouteillages monstres. Bloquée dans un car, une Ivoirienne vivant en France a dit avoir quitté le véhicule et marché plus d'une heure pour rejoindre cet ancien site minier.

À l'issue de la cérémonie samedi, des photographes de presse équipés de matériels pesant jusqu'à 10 kilos et des pèlerins ont été contraints, en l'absence d'une navette en car à l'endroit fixé, de marcher plus de trois kilomètres le long d'un chemin au milieu des bois.

PÈLERINS PERDUS

« Il n'y avait aucun car et personne n'était capable de nous renseigner », a constaté un photographe de presse, dénonçant une « organisation catastrophique » et des « pèlerins complètement perdus ».

D'autres sont restés bloqués pendant plus d'une heure et demie dans la nuit de samedi à hier dans un car garé, moteur en marche, sur un stationnement du Marienfeld.

Mécontent, un groupe de 20 évêques a dû patienter longuement au bord d'une route après que la police a refusé au car les transportant de franchir un cordon de sécurité. Ils ont finalement pu accéder au site pour participer à la messe géante célébrée hier matin par Benoît XVI.

D'une manière générale, a indiqué à l'AFP une Belge qui a participé aux JMJ, « on a perdu beaucoup de temps dans les transports en commun ». « C'était beaucoup mieux organisé à Rome en 2000 », a estimé cette jeune femme de Bruxelles.

Après la cérémonie à laquelle ont participé un million de personnes, de longues files d'attente se sont formées à la gare la plus proche du Marienfeld, le temps d'attente pour rejoindre Cologne pouvant atteindre « 10 heures », selon la compagnie des chemins de fer publique allemande Deutsche Bahn.

Par ailleurs, des pèlerins, notamment des Italiens, qui représentent le plus gros contingent d'inscrits aux JMJ avec quelque 100 000 jeunes, ont affirmé avoir été privés de repas payés. Ceux-ci auraient été distribués à d'autres endroits que ceux où ils se trouvaient.

REUTERS

Les services de sécurité des JMJ ont été mis à l'épreuve hier à la fin de la messe quand un jeune homme a gravi la colline pour s'approcher du pape.

UPLANDER de CHEVROLET
19 342$† ou
317$** par mois
• Modèle 7 passagers
• Groupe électrique
• Air climatisé
• Moteur 3.5, 200 H.P.
• Radio / CD
• Et beaucoup plus
* Transport et préparation en sus. Rabais GM inclus. Modèle 1SA.
L'escompte des employés offert à tous GM Canada
MARLIN CHEVROLET
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec)
688-1212
www.marlinchev.gmcanada.com
OPTRA Familiale de CHEVROLET
0$ Comptant 0$ Dépôt de sécurité
235$** par mois
Stock 52618
** Location 48 mois. 80 000 km/année. Transport inclus. Taxes en sus.

LA PRESSE

1100 beaux ventres ronds photographiés au parc Angrignon

■ Pas moins de 1100 futures mamans se sont présentées hier matin au parc Angrignon afin de participer à une séance de photographie bien particulière. Les femmes enceintes s'y sont rendues à l'invitation de la photographe Sonia Jam et de Mamanpourla vie.com dans le cadre de l'événement 2000 fois enceintes. Jam en était à sa 2000e séance de photographie ayant la maternité pour thème. Après la photo historique, les futures mamans ont été invitées à participer à une fête populaire organisée pour elles. ***La Presse***

Pour s'informer, les Canadiens choisissent d'abord la télé

LIA LÉVESQUE
Presse canadienne

MONTRÉAL — La télévision demeure le média de choix des Canadiens, et encore plus des Québécois, pour s'informer de l'actualité.

Toutefois, les journaux quotidiens s'approchent de la télévision comme source pour obtenir des explications détaillées sur un événement et pour comprendre un sujet à fond.

Un sondage Léger Marketing, remis à la Presse canadienne, démontre en effet que 54% des Canadiens disent préférer la télévision « pour avoir des nouvelles, connaître ce qui se passe ».

UN QUÉBEC TÉLÉPHILE

Au Québec, la proportion grimpe à 64%, la province la plus « téléphile » au pays.

Autre aspect intéressant de ce sondage 0: la radio est maintenant dépassée par Internet comme source d'information, du moins pour « avoir des explications détaillées sur un événement », pour « comprendre un sujet de fond » et pour « connaître les points de vue différents qui existent sur un même sujet ». La radio n'est choisie que par 6 à 8% des citoyens pour ces fins, alors qu'Internet est préféré par 18 à 24% des citoyens dans ces cas.

La radio dépasse encore légèrement Internet — 14 et 10% — comme moyen d'avoir des nouvelles et de connaître ce qui se passe.

De façon générale, 79% des Canadiens disent suivre avec intérêt les nouvelles diffusées par les médias d'information (réponses « très » grand et « assez » grand additionnées), alors que 19% déclarent peu d'intérêt pour les nouvelles (réponses « assez » et « très » faibles additionnées).

ÂGE ET SCOLARITÉ

Comme on pouvait s'y attendre, l'âge influence assez le choix du média, Internet étant plus souvent choisi par les 18-24 ans et les 25-34 ans, alors que les informations télévisées sont encore plus prisées par les 65 ans et plus.

La scolarité influence aussi les choix de sources d'information. Ainsi, la télévision est moins utilisée comme source d'information par les universitaires et par les gens à revenus élevés que par les autres catégories de citoyens.

Les universitaires sont plus portés que les autres catégories de citoyens sur les journaux quotidiens et Internet.

Ce sondage Léger Marketing a été réalisé du 5 au 11 juillet. Il comporte une marge d'erreur de 2,6%, 19 fois sur 20.

Karla Homolka aurait été vue à Longueuil

Un hebdo local cite trois témoins, dont un qui prétend qu'elle y a trouvé du travail

MONTRÉAL (PC) — Karla Homolka a été aperçue à plusieurs reprises sur la Rive-Sud de Montréal. On croit qu'elle travaille à Longueuil.

Le numéro de samedi du *Courrier du Sud*, un hebdomadaire local qui dessert Longueuil, rapporte que deux témoins ont dit avoir vu l'ex-détenue récemment. Selon une version Internet, mise à jour depuis, de la même publication, une autre personne a soutenu hier que Karla Homolka travaille dans un restaurant longueuillois.

« Les citoyens ont le droit de savoir qu'elle vit à Longueuil », aurait déclaré une des sources citées, qui est identifiée simplement comme une mère de deux enfants. Celle-ci, qui dit n'avoir aucun doute que la femme qu'elle a vue est bien Karla Homolka, affirme maintenant craindre pour la sécurité de ses enfants.

Aucune des trois sources citées par le journal n'est identifiée.

L'article identifie le croisement des rues Sainte-Hélène et Desaulniers comme le secteur où Karla Homolka aurait été vue, ce qui amène d'autres médias locaux à formuler l'hypothèse qu'elle vivrait dans ces parages.

Par ailleurs, une interlocutrice non identifiée a affirmé sur les ondes du canal de nouvelles continues LCN qu'elle voyait Karla Homolka tous les matins dans un restaurant de Longueuil.

Elle a changé la couleur de ses cheveux et les a fait raccourcir un peu, a précisé cette femme.

Karla Homolka a été libérée de prison à Sainte-Anne-des-Plaines le 4 juillet dernier après avoir purgé une peine de 12 ans pour sa participation aux agressions et meurtres de Kristen French et Leslie Mahaffy dans les années 1990. La sentence tenait compte de son rôle dans l'agression sexuelle et la mort de sa propre sœur, Tammy.

Immédiatement après sa libération de prison, Karla Homolka était apparue à la télévision de Radio-Canada. Elle n'avait pas été revue en public depuis.

ARCHIVES RADIO-CANADA

Karla Homolka n'avait pas été vue depuis son apparition à Radio-Canada.

SONDAGE

Les gens en ont soupé d'entendre parler d'Homolka

LIA LÉVESQUE
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — Une majorité de Canadiens et même d'Ontariens en ont soupé d'entendre parler de Karla Homolka dans les médias.

Près des deux tiers des Canadiens, soit 64%, estiment que les médias ont trop parlé de la sortie de prison de Karla Homolka, indique un sondage Léger Marketing remis à la Presse canadienne.

Les Québécois sont les plus blasés à ce chapitre au Canada, puisque près des trois quarts d'entre eux, soit 73%, jugent que les médias en ont trop parlé.

Même en Ontario, où les citoyens, dit-on, sont censés être passionnés par cette histoire sordide qui s'est passée dans cette province, une majorité de sondés, soit 61%, trouvent que les médias en ont trop parlé. Dans l'ensemble du pays, c'est 64% des sondés de langue anglaise qui sont de cet avis.

Il ne faut toutefois pas conclure au cynisme de la part des Canadiens face au contenu de l'information, puisque des six sujets d'actualité d'importance qui leur ont été soumis, c'est le seul qui a provoqué une réponse aussi tranchée.

AUTRES SUJETS D'ACTUALITÉ

Les Canadiens semblent plus satisfaits du travail des médias dans leur couverture de la Commission Gomery, de la mort du pape Jean-Paul II, du tsunami en Asie du Sud-Est, de l'élection présidentielle américaine et du conflit dans la Ligue nationale de hockey.

La Commission Gomery, sur laquelle les médias ont élaboré pendant des mois, n'a pas causé la même lassitude. Quelque 44% des Canadiens trouvent que les médias en ont suffisamment parlé, 28% en ont trop entendu parler et 17% pas assez.

Au Canada, c'est au Québec qu'il y a le plus de citoyens qui trouvent que les médias en ont trop parlé, mais ceux-ci ne constituent pas la majorité. Ainsi, 46% jugent que les médias ont suffisamment parlé de la Commission Gomery, 39% qu'ils en ont trop parlé et 11% qu'ils n'en ont pas assez parlé.

Les Québécois se distinguent aussi des autres Canadiens pour ce qui est de leur perception de la couverture médiatique de la mort du pape Jean-Paul II. Ils sont plus nombreux, soit 42%, à trouver que les médias en ont trop parlé, alors que dans les autres provinces ou régions, la proportion de lassitude varie de 24 à 35%.

Les Québécois se distinguent également des autres Canadiens face au traitement médiatique de l'élection présidentielle américaine. Ils semblent plus friands de la chose, puisqu'ils sont deux fois moins nombreux que les citoyens des Maritimes, par exemple, à trouver que les médias en ont trop parlé, soit 36% par rapport à 71%.

Pour ce qui est du lock-out dans la LNH, cependant, les Québécois pensent comme les autres Canadiens: 47% estiment que les médias en ont trop parlé, 34% qu'ils en ont suffisamment parlé et 10% qu'ils n'en ont pas suffisamment parlé.

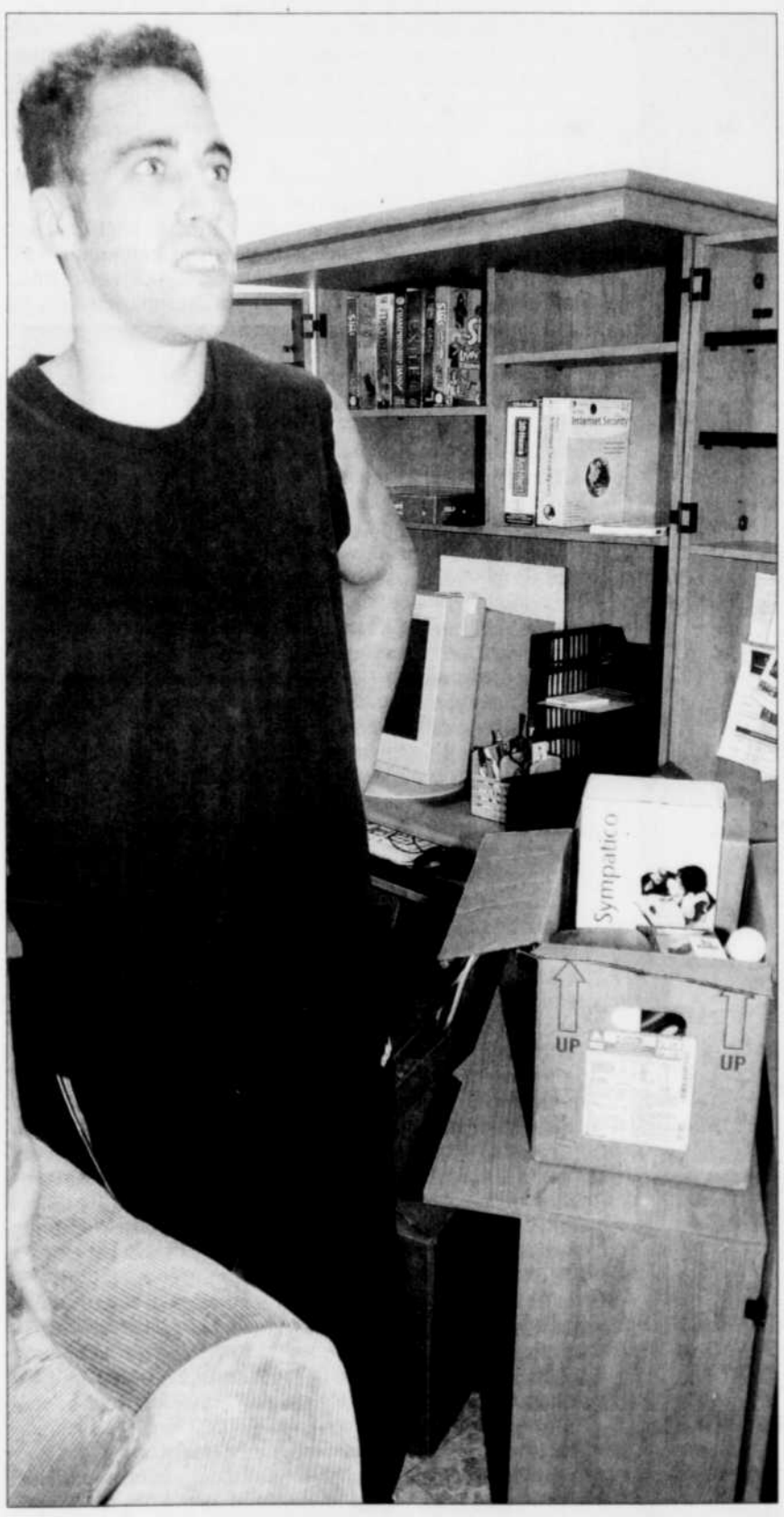
Le sondage a été réalisé auprès de 1500 Canadiens adultes, du 5 au 11 juillet dernier. La marge d'erreur est de 2,6%, 19 fois sur 20.

PHOTOS LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

L'étudiante Geneviève Loiselle aura le loisir de regarder les piquets de grève du haut de son logement devant le Cégep de Limoilou, aujourd'hui.

Un faux départ pour les étudiants

La grève des employés de soutien sème l'inquiétude



Martin Cusson est encore dans les boites. Le jeune homme de Sorel-Tracy a déménagé à Limoilou, samedi, pour étudier la cartographie. Il espère que la grève se limitera à une seule journée.

FRANCIS HIGGINS
FHiggins@lesoleil.com

■ Prête à revenir aux études après deux ans sur le marché du travail, Geneviève Loiselle est loin de trouver drôle la grève des employés de soutien.

La jeune femme de 21 ans troque le métier de serveuse pour le programme de gestion hôtelière. Elle devait faire aujourd'hui ce premier pas vers une nouvelle carrière qui la mènera, espère-t-elle, à l'ouverture de sa propre auberge de campagne. « Je ne trouve pas ça amusant du tout, surtout qu'on ne reçoit aucune information sur la grève. Est-ce que ça va se répéter ? Combien de temps ça va durer ? Je dois suivre les médias pour savoir si je pourrai aller en classe. C'est ridicule. C'est comme si on nous disait de s'organiser tout seul. Ce n'est vraiment pas le *fun* », dit-elle.

« Je dois suivre les médias pour savoir si je pourrai aller en classe. C'est ridicule », dit une étudiante

ENJEUX

C'est bien connu, plusieurs élèves apprécient ce genre de congés forcés. Ils sont souvent l'occasion de faire l'école buissonnière sans craindre de conséquences.

Cependant, certains y voient d'autres enjeux. C'est le cas de Martin Cusson. Le jeune homme de Sorel-Tracy a emménagé samedi dans son appartement, en face du cégep.

L'incertitude qui plane à cause des grèves lui apporte des soucis bien terre à terre. « Je suis pas trop content de la situation. Si ça recommence souvent ou ça se poursuit, est-ce que ça va m'amener à m'endetter davantage si les sessions sont allongées ? » demande l'étudiant en cartographie.

À la grève des employés de soutien, il faut ajouter le stress de la rentrée. « C'est beaucoup de travail pour être prêt à temps. Il y a aussi beaucoup de paperasse pour l'inscription et les prêts et bourses, entre autres », déplore Geneviève.

Pour Martin, les efforts sont encore plus grands. En plus d'orchestrer son déménagement, il doit apprendre à vivre loin de sa famille et de sa petite amie.

De plus, il prévoit se mettre bientôt à la recherche d'un emploi. « Je dois travailler pour ramasser de l'argent si je veux continuer d'étudier ici. Ce n'est pas vraiment l'école qui coûte cher, c'est tout le reste », indique-t-il.

Heureusement pour eux, les jeunes étudiants rencontrés par le journal ne craignent pas trop la facture du cégep. En effet, les frais d'inscription et le prix des livres sont généralement raisonnables, à leur avis.

▸ Aide financière

Quel montant d'aide financière le ministère de l'Éducation a-t-il accordé aux étudiantes et étudiants en 2004-2005 ?

En 2004-2005, des données préliminaires indiquent que plus de 136 000 étudiants auraient bénéficié de prêts et de bourses. L'aide attribuée sous forme de prêts est évaluée à 530 millions $, alors que 220 millions $ auraient été accordés en bourses. L'aide globale attribuée atteindrait donc 750 millions $ pour cette année d'attribution. L'aide moyenne accordée à une étudiante ou à un étudiant serait de 5515 $.

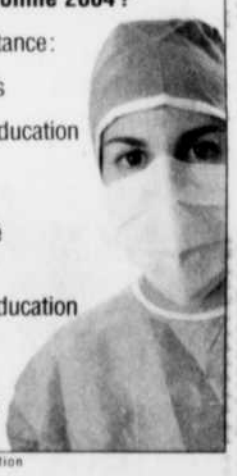
Source : ministère de l'Éducation

▸ Formation technique

Quelles ont été les cinq disciplines les plus choisies en formation technique à l'automne 2004 ?

Par ordre d'importance :

1. Soins infirmiers
2. Techniques d'éducation spécialisée
3. Techniques de comptabilité et de gestion
4. Techniques d'éducation à l'enfance
5. Techniques administratives



Source : ministère de l'Éducation

▸ Baccalauréat

Quelles ont été les cinq disciplines les plus choisies au baccalauréat à l'automne 2004 ?

Par ordre d'importance :

1. Administration des affaires
2. Formation des enseignants au préscolaire et au primaire
3. Psychologie
4. Génie mécanique
5. Sciences politiques

Source : ministère de l'Éducation

« Goutte à goutte, nos gestes de solidarité envers les peuples du Sud forment un océan de changement. »
Développement et Paix
1-888-234-8533
www.devp.org

Monsieur Guy Beaulieu, directeur général des ventes de Bilodeau Chevrolet, est heureux d'annoncer la nomination de **M. Jérôme Lavoie** comme représentant.
Son expérience dans le monde de l'automobile, son dynamisme et sa courtoisie contribueront certainement à grossir notre cercle d'amis-clients.
Bienvenue Monsieur Lavoie chez Bilodeau et bonne chance.
BILODEAU CHEVROLET
9641, boul. Ste-Anne, Ste-Anne de Beaupré
827-3773 1-800-663-3773

LES ST-HILAIRE
AUGMENTEZ VOS VENTES

213 000 personnes l'ont fait

Vente stratégique	Vente au détail	Relation avec la clientèle	Gérance de vente
· Conclure la vente · Réfuter les objections · Qualifier vos prospects · Gérer votre clientèle · Justifier vos prix · Prospecter avec succès · Argumenter avec aplomb	· Accueillir vos clients · Qualifier vos clients · Conclure la vente · Répondre aux objections · Faire la vente complémentaire	· Traiter les plaintes · Communiquer efficacement · Fidéliser votre clientèle · Maîtriser le téléphone · Améliorer votre image · Maintenir votre motivation	· Recruter des gagnants · Entraîner votre personnel · Évaluer leur performance · Motiver votre équipe · Exercer votre leadership · Tenir des réunions stimulantes · Organiser des concours
Durée : 2 jours · 450 $	Durée : 1 jour · 225 $	Durée : 1 jour · 225 $	Durée : 3 jours · 750 $
Mtl : 15-16 sept. / 3-4 oct. Qué. : 2-23 sept. / 7-8 nov.	Mtl : 14 sept. / 22 nov. Qué. : 21 sept. / 15 nov.	Mtl : 13 sept. / 12 oct. Qué. : 20 sept. / 2 nov.	Mtl : 24-25-26 oct. Qué. : 21-22-23 nov.
NOUVEAU Chicoutimi : 12-13 sept.			

Inscrivez-vous dès maintenant

Mtl : (514) 673-1124
Sans frais : 1 800 463-7246
Qué. : (418) 626-7498
Télécopieur : (418) 626-6264
Internet : www.rogersthilaire.com
Courriel : info@rogersthilaire.com
Available in English
Contactez-nous pour des conférences et des séminaires adaptés à votre organisation
Séminaires approuvés par la Chambre de la sécurité financière et la Chambre de l'assurance de dommages
Cours de vente Roger St-Hilaire
Formateurs agréés à Emploi-Québec / Membres de l'Association canadienne des conférenciers professionnels (CAPS)

GRIPPE AVIAIRE

La peur fait tripler les ventes d'antiviral

■ TORONTO — Les ventes du médicament oseltamivir ont plus que triplé au cours des derniers mois en Amérique du Nord. Les experts en santé publique y voient un signe que des gens accumulent cet antiviral en vue de se protéger contre une possible pandémie de grippe aviaire. Devant les informations faisant état du même phénomène dans d'autres pays, un des plus éminents partisans de la préparation en cas de pandémie dit craindre que la demande n'excède bientôt l'offre mondiale de ce médicament. Le Dr Michael Osterholm, qui dirige le centre pour la recherche sur les maladies infectieuses de l'Université du Minnesota, pense que le médicament, dont on n'a pas encore vraiment démontré l'efficacité contre l'infection par le virus H5N1, va devenir « LE produit difficile à obtenir, et donc LE produit qu'il faut absolument se procurer immédiatement ». Et on va se rendre compte qu'il n'y en a pas tant que cela en vente, ajoute-t-il. Le H5N1 est la souche de la grippe aviaire qui pourrait, selon les experts, déclencher une pandémie. En Asie du Sud-Est, la maladie a infecté un petit nombre de personnes au cours des 20 derniers mois. *PC*

OPTRA FAMILIALE DE CHEVROLET

L'escompte employés offert à tous

√ Une petite familiale
√ Beaucoup d'espace et très pratique

0$ comptant
0$ dépôt de sécurité

235$ par mois*

*Location 48 mois. Transport et préparation inclus. Taxes en sus.

40 à liquider

Stock #52618

MARLIN CHEVROLET
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec)
688-1212
www.marlinchev.gmcanada.com

REUTERS

Casey est le prénom du fils de Cindy Sheehan, Californienne de 48 ans qui a établi, le 6 août dernier, un campement sur la route de campagne qui mène au ranch de George W. Bush. Âgé de 24 ans, le soldat a été tué à Bagdad en avril 2004.

Camp Casey : feu de paille ou mouvement durable ?

RICHARD HÉTU
Collaboration spéciale

■ CRAWFORD (Texas) — Il y a désormais deux « camps Casey » aux portes du ranch de George W. Bush, à l'extérieur de la petite ville de Crawford, au Texas. Et s'il n'en tient qu'à Juan Torres, père d'un soldat mort en Afghanistan, il y en aura bientôt un dans chaque ville des États-Unis.

« Nous devons poursuivre le combat de Cindy dans tout le pays », a déclaré Torres, qui s'adressait samedi soir à quelque 200 manifestants réunis sous un grand chapiteau non loin du premier camp Casey.

« Le président n'est pas intéressé à savoir combien de soldats sont morts en Irak et en Afghanistan, a ajouté Torres, employé d'hôtel de Chicago. Il préfère compter les poissons qu'il pêche dans son lac. Nous devons le forcer à affronter la réalité. »

Casey est le prénom du fils de Cindy Sheehan, Californienne de 48 ans qui a établi, le 6 août dernier, un campement sur la route de campagne qui mène au ranch de George W. Bush. Âgé de 24 ans, le soldat a été tué à Bagdad en avril 2004. Sa mère demande à être reçue par le président pour lui réclamer des comptes et l'exhorter à rapatrier aux États-Unis les quelque 138 000 soldats américains déployés en Irak.

Jusqu'à présent, Bush a refusé de recevoir Mme Sheehan. Cette manifestation hautement médiatisée, qui devait durer jusqu'à la fin des vacances du président, le 31 août, pourrait se poursuivre bien au-delà. Du moins, c'est ce que souhaitent les partisans de Mme Sheehan, qui promettent de camper non loin de la Maison-Blanche à compter du 1er septembre.

MOUVEMENT ANTIGUERRE

C'est aussi ce que craignent certains républicains, dont le sénateur du Nebraska, Chuck Hagel. Lors d'une entrevue à la chaîne CNN, vendredi, Hagel a estimé que la « sagesse » et la « compassion » auraient dû inciter le président à recevoir la mère éplorée. En refusant de le faire, celui-ci a peut-être contribué à relancer le mouvement antiguerre aux États-Unis.

Diane Walker croit que c'est déjà fait. « Le président aurait pu mettre un terme à cela dès le début en recevant Cindy, a déclaré la graphiste de Santa Fe, au Nouveau-Mexique, qui est arrivée samedi à Crawford pour appuyer la cause de Cindy Sheehan. C'est lui qui a créé ça. »

Le deuxième camp Casey illustre l'efficacité des alliés de Cindy Sheehan, dont plusieurs font partie d'organisations antiguerre comme Code Pink et True Democracy. Sa création découle d'un incident qui s'est produit au campement original le 15 août dernier. Ce jour-là, un automobiliste enragé a renversé et écrasé plusieurs dizaines de croix de bois blanches marquées des noms de soldats tués en Irak, plantées par les manifestants sur le bord de la route.

Ce n'était pas la première fois que le campement suscitait des réactions d'hostilité. La veille, un fermier voisin avait tiré des coups de feu en l'air pour protester contre les intrusions sur ses terres. Ce que voyant, un autre fermier, antiguerre celui-là, a invité les manifestants, mardi dernier, à s'installer sur un de ses terrains, qui se trouve encore plus proche du ranch présidentiel.

Ainsi, du jour au lendemain, un grand chapiteau a été érigé sur ce terrain, où les manifestants se rassemblent le soir pour entendre des discours et de la musique. Samedi, après les témoignages de parents endeuillés et de vétérans indignés, le chanteur Steve Earle est monté sur la scène pour interpréter quelques-unes de ses chansons engagées. Hier après-midi, c'était au tour de la chanteuse Joan Baez de se présenter sous le grand chapiteau. D'autres artistes, qui n'ont pas encore été identifiés, prendront la relève la fin de semaine prochaine.

Entre-temps, le président quittera son ranch pour quelques jours afin de défendre la guerre en Irak, qui laisse le public de plus en plus sceptique. Selon un sondage récent, moins de quatre Américains sur 10 approuvent la manière dont Bush gère le conflit. Quelque 54 % estiment par ailleurs que la guerre est une erreur et 56 % pensent qu'on devrait rapatrier une partie ou la totalité des troupes américaines.

Cette insatisfaction n'est évidemment pas étrangère aux pertes américaines, qui approchent un nouveau seuil symbolique en Irak. En date du 20 août, on dénombrait 1862 morts américains dans ce pays, dont plus de 50 en août seulement, un des mois les plus meurtriers pour les GI depuis le lancement de la guerre en mars 2003.

Samedi, lors de son allocution radiophonique hebdomadaire, le président a donné un avant-goût des discours qu'il prononcera dans l'Utah et l'Idaho devant des auditoires militaires : « Nos soldats savent qu'ils combattent en Irak, en Afghanistan et ailleurs pour protéger leurs compatriotes d'un ennemi sauvage. Nous devons maintenant finir le travail pour lequel nos soldats ont donné leur vie et honorer leur sacrifice en achevant leur mission. »

Ce discours n'a rien pour plaire à Cindy Sheehan. « Je ne veux pas que le président se serve de la mort de mon fils pour justifier la poursuite de la tuerie », a-t-elle déjà déclaré.

Au cours de la semaine, Mme Sheehan pourrait revenir à Crawford. Elle a dû s'absenter vendredi pour se rendre au chevet de sa mère, victime d'une attaque cardiaque.

Elle est convaincue d'avoir lancé un mouvement durable contre la guerre en Irak. À l'opposé, ses ennemis prétendent qu'elle n'a allumé qu'un feu de paille dans la plaine texane. On verra bien qui a raison.

SATURN
OPÉRATION LIQUIDATION

MODÈLE PRÉSENTÉ : BERLINE ION.3 DE SATURN

LA ION 2005

PRIX DES EMPLOYÉS – ION.1 DE SATURN 11925$*
OU LOUEZ POUR 139$‡ /MOIS/LOCATION DE 48 MOIS 1 250 $ COMPTANT TRANSPORT EN SUS
TAUX DE LOCATION 3,9 %‡

• Moteur Ecotec 2,2 L de 140 HP
• Meilleur volume utilitaire de sa catégorie
• Intérieur redessiné, nouveaux sièges avant et nouveaux éléments contrastants

Payez ce que nous payons

L'escompte des employés maintenant offert à tous
SATURN

Payez ce que nous payons

LE VUE 2005

MODÈLE PRÉSENTÉ : VUE.TI V6 DE SATURN

PRIX DES EMPLOYÉS – VUE TA 4 CYL. DE SATURN 19 941$*
OU LOUEZ POUR 189$‡ /MOIS/LOCATION DE 48 MOIS 3 725 $ COMPTANT TRANSPORT EN SUS
TAUX DE LOCATION 4,9 %‡

Consommation d'essence° : Autoroute 7,4L/100km (38 MAG), ville 10,4L/100km (27 MAG)
• Moteur V6 de 250 HP en option – le VUS le plus puissant de sa catégorie
• Très faible consommation d'essence
• Climatisation

LA RELAY 2005

MODÈLE PRÉSENTÉ : RELAY.3 DE SATURN

PRIX DES EMPLOYÉS – RELAY.2 DE SATURN 24 492$*
OU LOUEZ POUR 219$‡ /MOIS/LOCATION DE 48 MOIS 5 000 $ COMPTANT TRANSPORT EN SUS
TAUX DE LOCATION 2,9 %‡

• 7 places avec troisième rangée de sièges divisée rabattable
• Groupe électrique
• Système OnStar° de série

Informez-vous au sujet de l'offre DVD sans frais à l'achat ou la location de certains modèles Relay 3. Tous les renseignements chez votre détaillant.

LA PROMESSE SATURN
Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise†
Expérience sans risque • Privilège d'échange de 30 jours

saturncanada.com

Saturn: Les gens avant tout.

PROFITEZ VITE DE CETTE OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE : FAITES UN ESSAI ROUTIER DÈS AUJOURD'HUI

* Les composants du groupe propulseur des véhicules 2005 sont couverts par une garantie limitée spéciale sur les composants du groupe propulseur pendant 5 ans ou 100 000 km, selon la première éventualité. † Dans les 30 jours ou 2 500 km suivant la livraison, selon la première éventualité. †* Voyez un détaillant ou visitez saturncanada.com pour les conditions, restrictions et protections. Ce que vous devez savoir : ‡ Offre basée sur la location durant 48 mois d'une berline ION.1 2SA 2005 de Saturn neuf ou d'un VUE TA 4 cyl. 1SA 2005 de Saturn/ d'une RELAY.2 2SA 2005 de Saturn. Un acompte ou un échange d'une valeur minimum de 1 250 $/3 725 $/5 000 $ est requis pour des mensualités de 139 $/189 $/219 $. Aucun dépôt de sécurité n'est exigé. Le taux d'intérêt annuel de location est de 3,9 %/4,9 %/2,9 %. L'obligation totale est de 9 243 $/14 209 $/17 016 $. L'option d'achat au terme de la location est de 5 250 $/9 718 $/9 933 $, taxes en sus. Limite annuelle de kilométrage de 20 000 km, chaque kilomètre excédentaire étant facturé 0,12 $. D'autres options de location sont disponibles. •◊ Le transport (1 000 $/1 000 $/1 120 $), la taxe sur la climatisation (100 $), s'il y a lieu, l'immatriculation, l'assurance, l'enregistrement, les frais d'administration, les frais d'inscription au RDPRM, les droits et l'équipement optionnel sont en sus. Les détaillants peuvent vendre à prix moindre. ‡•†† Les offres s'appliquent uniquement aux berlines ION.1 2SA 2005 de Saturn / VUE TA 4 cyl. 1SA 2005 de Saturn/ RELAY.2 1SA 2005 de Saturn neufs ou de démonstration provenant des stocks du détaillant. Les offres s'appliquent exclusivement aux clients au détail admissibles. Les offres s'appliquent uniquement aux véhicules livrés le ou avant le 2 août 2005. Un échange entre détaillants peut être nécessaire. Les véhicules 2005 sont offerts en quantités limitées et réservés aux clients de détail et aux clients de parcs admissibles. Ces offres sont d'une durée limitée et ne peuvent, dans certains cas, être combinée avec d'autres offres. Voyez votre détaillant, visitez saturncanada.com ou composez le 1 888 4SATURN pour les conditions et les détails. ^ L'offre de DVD sans frais s'applique uniquement aux modèles RELAY.3 1SB et RELAY.3 1SC achetés ou loués entre le 30 mars et le 30 septembre 2005. Voyez votre détaillant, visitez saturncanada.com ou composez le 1 888 4SATURN pour les conditions et les détails.

Saturn Saab de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

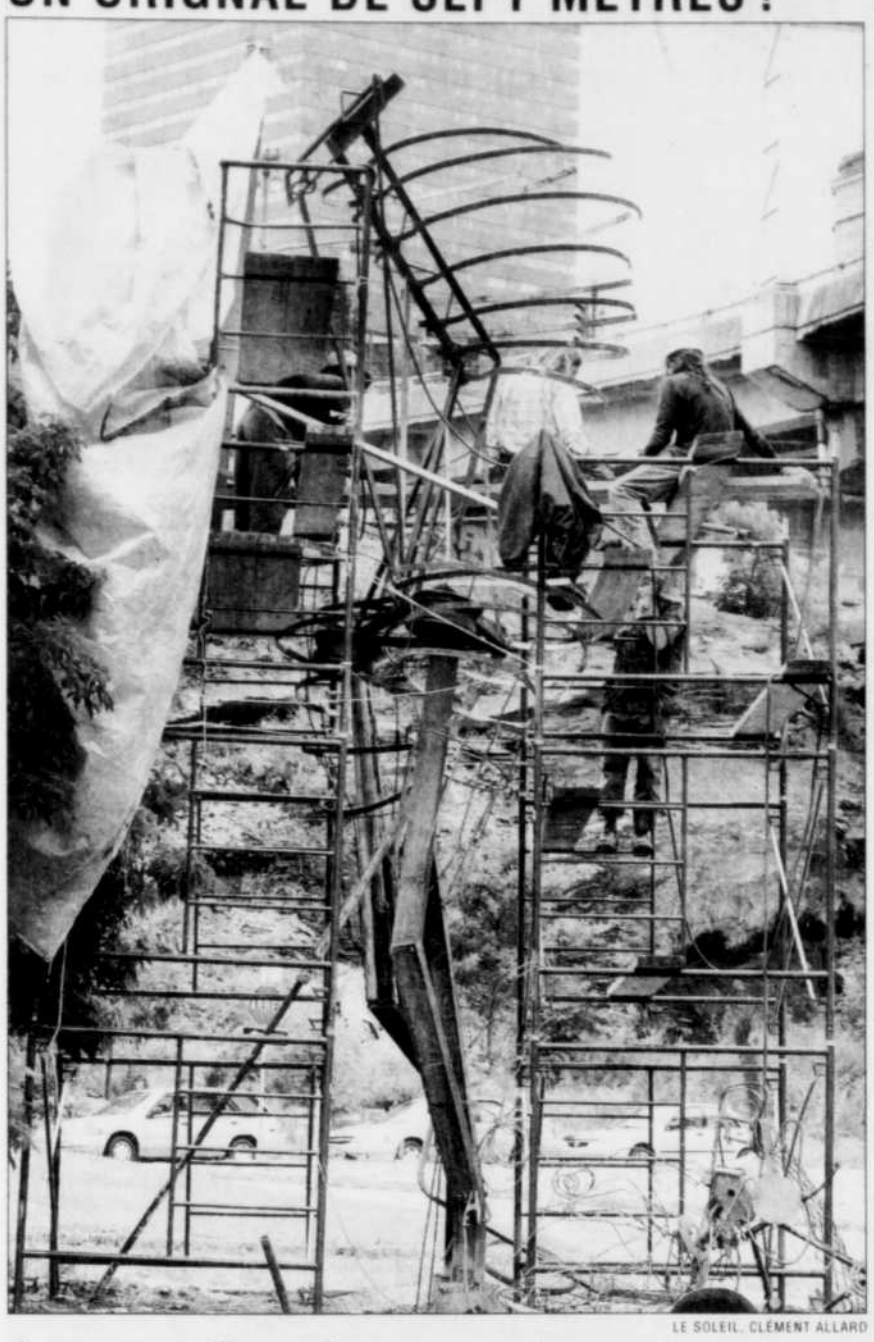
Saturn Saab de Lévis
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn de Sainte-Foy
3330, rue Watt
Sainte-Foy
653-1312

Saturn du Saguenay
1330, boul. du Royaume
Chicoutimi
549-3320

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

UN ORIGNAL DE SEPT MÈTRES !



LE SOLEIL, CLÉMENT ALLARD

Cette nouvelle sculpture, qui représente un orignal géant, ornera désormais le parc de l'îlot Fleurie, sous l'autoroute Dufferin. L'œuvre est fabriquée à partir de pièces métalliques usagées trouvées çà et là dans la ville. Elle a demandé une dizaine de jours d'efforts aux neuf artistes de l'atelier Ébullition, dont Hervé Leclerc, Thomas Meloche, Alain Poirier et Martin Thivierge. Bientôt, des jardiniers viendront agrémenter la structure de fleurs et d'arbustes. L'organisme qui fait la promotion de ce secteur espère en faire un site culturel permanent auquel s'ajouteront d'autres pièces. Cette sculpture s'ajoute à d'autres œuvres déjà présentes à cet endroit, dont une croix, une famille et un vitrail. *Francis Higgins*

BISBILLE À OPTION CAPITALE

Le leadership de Lépine contesté

Les tenants d'une fusion avec Vision Québec exigent la tenue d'un congrès

FRANCIS HIGGINS
FHiggins@lesoleil.com

■ Des membres du parti municipal Option Capitale exigent un congrès pour poursuivre la fusion abandonnée avec Vision Québec et débattre du leadership du chef Hugo Lépine.

Robert Ouellette, candidat favorable à la fusion, et ses supporters ont fait circuler une pétition à cet effet, hier. Résultat : plus de la moitié des membres souhaiteraient une rencontre pour discuter de l'avenir du parti.

La semaine dernière, la fusion d'Option Capitale (OC) avec Vision Québec, le parti de Marc Bellemare, ne s'est pas concrétisée. Depuis, certaines personnes militent en faveur du rétablissement de cette union.

« J'aimerais que Hugo prenne ses responsabilités. C'est l'heure du choix pour lui. Il est temps d'écouter ses membres. Nous ne sommes plus des dissidents, nous sommes la majorité », a dit M. Ouellette.

Selon lui, deux solutions s'offrent à M. Lépine : aller de l'avant avec la fusion ou quitter son poste. « Il n'a pas beaucoup de choix. C'est un bon gars, mais on dirait bien qu'il est temps pour lui de partir », a-t-il indiqué.

Cependant, son équipe assure qu'elle restera loyale au chef s'il change son fusil d'épaule en faveur du regroupement.

Cette pétition suit de quelques jours un sondage mené au sein du parti qui démontrerait que 84 % des membres endossent la fusion.

GESTE SUICIDAIRE

Hugo Lépine n'était guère surpris de cette manœuvre lorsque LE SOLEIL lui a appris l'existence de la pétition, hier. « Je ne savais pas que ça s'était concrétisé, mais Ouellette avait menacé de le faire », a-t-il mentionné.

À son avis, cette tactique politique ne mènera à rien. Les membres mécontents demandent une rencontre d'ici 60 jours, au plus tard le 20 octobre. Or, les règlements du parti interdiraient de tenir un congrès si près du jour du scrutin municipal, le 6 novembre, selon lui.

« Le délai de convocation est trop court. Il n'y aurait pas assez de temps pour tout préparer. Je m'en tiens simplement à notre charte. Même si on pouvait, ce serait suicidaire de le faire. C'est un geste délibéré pour détruire le parti et miner nos chances aux élections », juge le chef.

« Nous sommes la majorité », clame Robert Ouellette.

Hugo Lépine pense que le candidat Ouellette a négocié quelque chose avec Vision Québec.

SE SOUMETTRE OU QUITTER

M. Lépine suspecte M. Ouellette d'avoir son propre agenda, plus favorable à Vision Québec. « Je pense qu'il a négocié quelque chose avec eux. Il veut gagner à tout prix. C'est d'ailleurs lui qui a entrepris des discussions sur la fusion sans avertir notre conseil d'administration. Il sait bien qu'un congrès serait la fin de OC, ce qui donnerait les coudées franches à l'autre parti aux élections. La situation est simple : il n'y a jamais eu d'entente ou de signature pour une fusion. M. Ouellette doit se soumettre ou quitter », a-t-il affirmé.

« Un geste pour détruire le parti », selon Lépine

D'ailleurs, il soutient que huit des neuf membres de ce conseil l'appuient. D'autre part, M. Ouellette maintient que quatre des six candidats pressentis pour représenter les deux partis tiennent toujours à la fusion.

Option Capitale tiendra une réunion ce soir. M. Lépine souhaite donner à son détracteur la possibilité de s'expliquer, ajoutant que son geste pourrait justifier une expulsion.

TIRAGE DE LA MAISON KINSMEN 2005

Une famille de Charlesbourg passe du statut de locataire à celui de propriétaire

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

■ La 49e Maison Kinsmen a été remportée par une famille qui réside actuellement dans un immeuble à logements de l'arrondissement Charlesbourg. Tout un changement de vie à prévoir.

« La gagnante est Mme Claudine Kayrongwa ». À la lecture du nom gagnant, les gens réunis aux Galeries de la Capitale hier en fin de journée ont applaudi l'heureuse élue. Toutefois, celle-ci n'était pas présente hier et les organisateurs du tirage tentaient toujours de la joindre en fin de journée, sans succès.

N'empêche qu'on peut déjà imaginer le sourire et la joie de la principale intéressée. Selon les renseignements obtenus, il s'agirait d'une famille comptant deux jeunes enfants, qui est actuellement locataire dans la 6e Avenue.

TOUJOURS POPULAIRE

Même après 49 ans d'existence, le tirage de la célèbre résidence ne perd pas une once d'intérêt auprès de la population. Ainsi, cette année, quelque 275 000 personnes ont visité la maison, signale Yves Patenaude du Club Kinsmen. L'an dernier, l'organisme a récolté 900 000 $ de la vente de billets. La moitié est remise en dons aux différentes œuvres qu'il supporte.

À titre d'exemple, c'est la jeune Léonie Côté, 10 ans, atteinte de fibrose kystique, qui a eu la main chanceuse pour Mme Kayrongwa. Comme le club soutient la Fondation de la fibrose kystique, Léonie avait été choisie pour tirer le billet gagnant.

C'est aujourd'hui qu'on devrait pouvoir connaître les impressions du couple gagnant de la maison.

LE SOLEIL, CLÉMENT ALLARD

La petite Léonie Côté, 10 ans, et Roland Lapointe, président de la 49e Maison familiale Kinsmen, ont procédé au tirage, hier, aux Galeries de la Capitale.

Pour quelques kilomètres, des milliers $$ d'économie

Liquidation de 20 démos 2005

• PLUSIEURS MODÈLES •
Cobalt - Malibu - Impala - Silverado
Trail Blazer - Tahoe
ET BEAUCOUP D'AUTRES

Citadelle
CHEVROLET CADILLAC LTÉE
www.citadellechev.gmcanada.com
89, Kennedy, Lévis •• 835-1171

PÉDALER POUR UNE BONNE CAUSE

LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Quelque 200 cyclistes se sont donné rendez-vous à Québec, en fin de semaine, pour le Vélotour SP Rona au profit de la Société canadienne de la sclérose en plaques. L'objectif de cette randonnée était d'amasser 150 000 $ pour financer la recherche sur cette maladie, qui affecte 12 000 Québécois. L'animatrice de l'émission télévisée « Flash », Patricia Paquin, a repris son rôle de porte-parole de cet événement provincial pour une 11e année aux côtés de Richard Lemire. Deux circuits étaient offerts aux participants, dont le plus long, de 150 km, s'étalait sur deux jours. En 2004, la vingtaine de Vélotours organisés au Québec ont permis de récolter 5,1 millions $. *Francis Higgins*

Un amoureux de Québec souhaite faire revivre le canon de la Citadelle

Le ministère de la Défense ne veut plus dépenser 180 000 $ par année

LOUIS-GUY LEMIEUX
LGLemieux@lesoleil.com

■ Le canon de la Citadelle tonnera-t-il de nouveau dans le ciel de Québec ? C'est en tout cas le désir le plus cher de Denys Beaulieu, un avocat né à Québec, sur la Grande Allée, qui est toujours amoureux de cette ville même s'il gagne sa vie pour le moment à Montréal.

La coutume de faire tonner le canon deux fois par jour, soit à midi et à 21 h 30, a été interrompue en juin 1994. Ce bruit familier faisait partie de la culture locale, et des générations de Québécois avaient pris l'habitude de régler leurs montres et leurs horloges sur le canon de la Citadelle.

M. Beaulieu a entrepris une croisade auprès des autorités pour que les traditionnels coups de canon recommencent à rythmer la vie des gens de Québec. Il est tenace et il a déjà obtenu de nombreux appuis, notamment ceux du maire Jean-Paul L'Allier, de Raymond Garneau, président de la Société du 400e anniversaire de Québec, et du recteur de l'Université Laval, Michel Pigeon. Dans le cas des deux premiers, MM. L'Allier et Garneau seraient d'accord pour faire tonner de nouveau le canon, mais seulement dans le contexte des Fêtes du 400e, en 2008.

AUSSITÔT IMPORTANTE QUE LOUISBOURG

Denys Beaulieu croit que la tradition du canon de la Citadelle a marqué l'histoire de notre pays et qu'elle mérite sans doute autant d'attention que les activités historiques et patrimoniales de la Forteresse de Louisbourg. Pour lui, le canon de la Citadelle représente une richesse historique et culturelle.

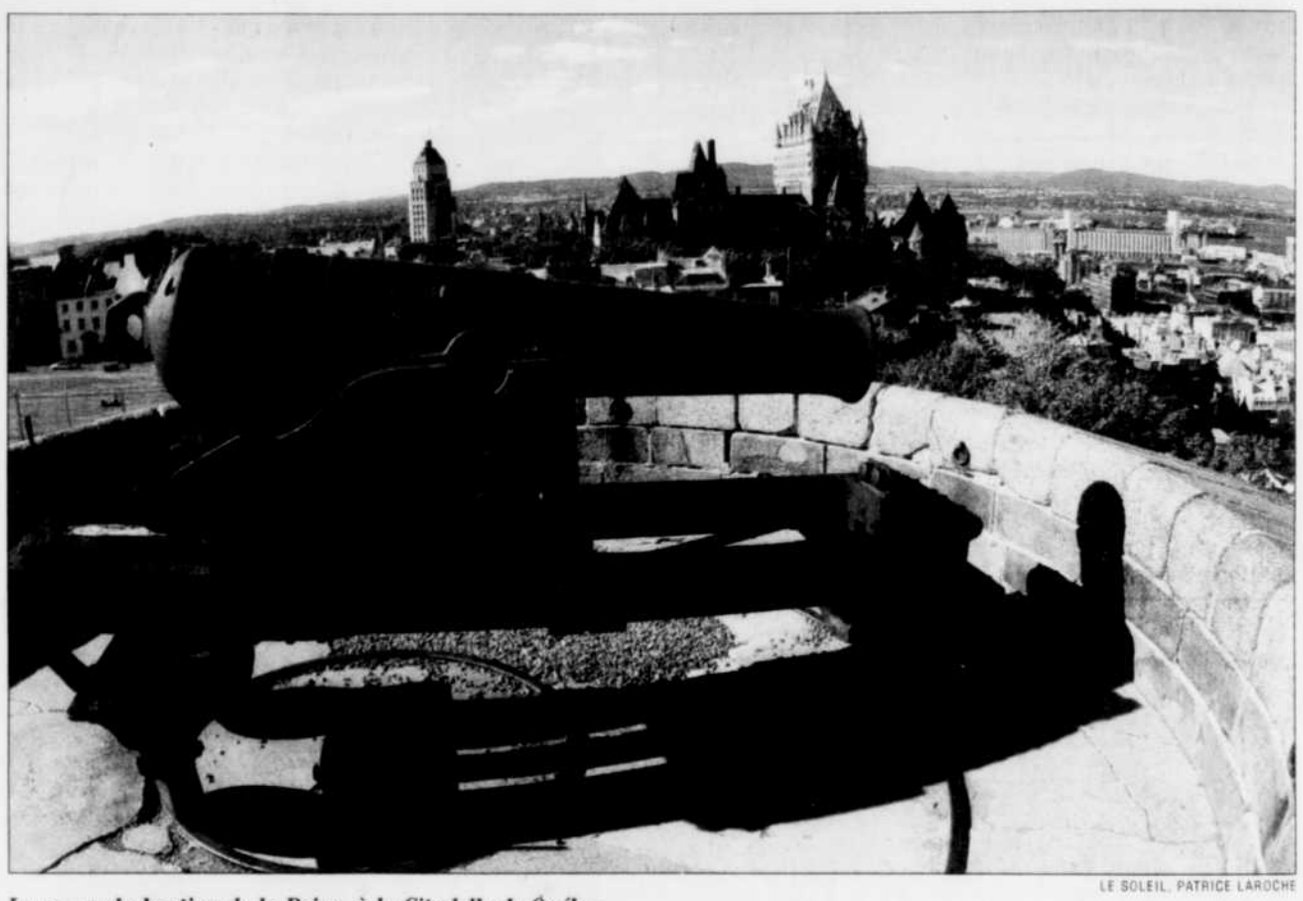
Dans une lettre à la ministre du Patrimoine canadien, Liza Frulla, M. Beaulieu écrit : « L'arrondissement du Vieux-Québec fait désormais partie des joyaux du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1985. Cette désignation comporte des attributs et des prérogatives qui obligent les administrations publiques, municipale, provinciale et fédérale, à en respecter l'essence même. »

Me Denys Beaulieu

Le ministère de la Défense nationale invoque des raisons budgétaires pour expliquer son geste. Dans une lettre du 6 avril 2005, le ministre de la Défense nationale du Canada, William Graham, explique à M. Beaulieu que selon les renseignements qui lui ont été fournis, le tir du canon coûtait annuellement plus de 118 000 $ en munitions aux contribuables canadiens, somme à laquelle il fallait ajouter l'entretien de la pièce d'artillerie et le salaire des soldats responsables.

« Au total, écrit le ministre, c'est plus de 180 000 $ que cette tradition coûtait au ministère de la Défense nationale... »

Personne à la Citadelle ni chez les historiens militaires interrogés ne sait à quel moment précis la coutume de faire tonner le canon pour marquer l'angélus et le couvre-feu a commencé. Tous croient que cette tradition existait déjà sous le régime français.



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Le canon du bastion de la Reine, à la Citadelle de Québec

EN BREF

Cycliste frappée par une automobile

■ Une cycliste de 36 ans se trouve dans un état critique à l'Hôtel-Dieu de Lévis après avoir été heurtée par un automobiliste, hier, vers 18 h 10, dans le chemin Rivière-Etchemin à Sainte-Claire, dans Bellechasse. « La dame circulait à vélo lorsque le véhicule l'a percutée par derrière », relate l'agente Manon Gaignard, de la Sûreté du Québec. Le conducteur, un homme de 90 ans, aurait été aveuglé par le soleil. *Jean-François Néron*

Deux nouveaux terrains de soccer au parc Chauveau

■ La popularité du soccer auprès des jeunes ne se dément pas. C'est pourquoi la Ville de Québec a inauguré deux nouveaux terrains de soccer, hier, dans le cadre du tournoi de l'arrondissement des Rivières. Ces nouvelles installations sont situées au parc Chauveau, près du centre Michel-Labadie. La pluie a reporté l'inauguration de samedi à hier. *Francis Higgins*

LA GRANDE LIQUIDATION GM Canada

L'escompte des employés maintenant offert à tous* GM Canada

Plus d'équipement de série que la Civic et la Corolla▲

LA NOUVELLE CHEVROLET COBALT

COTÉE UN DES « MEILLEURS CHOIX » LORS D'ESSAIS DE COLLISION FRONTALE▼

Moteur 2,2 L 4 cylindres ECOTEC à DACT de 145 HP • Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable • Lecteur CD • Roues de 15 po • Colonne de direction inclinable • Siège du conducteur réglable en hauteur • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

OFFERTE AU PRIX DES EMPLOYÉS GM
À SEULEMENT
197 $/mois*
0 $ de comptant

Terme de 48 mois à la location. 0 $ dépôt de sécurité. Préparation et transport de 950 $ inclus.

CHEVROLET Choisis ta route.
gmcanada.com

GARANTIE 5 ANS 100 000 KM SANS FRANCHISE

CHEVROLET GM

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2005 Cobalt (1AJ5R27A). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. *Ne s'applique pas à la Corvette 2005 et aux camions poids moyen. S'applique aux nouveaux véhicules GM 2005 en inventaire qui seront livrés le ou avant le 31 août 2005. ▲Selon l'information disponible sur les modèles concurrents au moment de la publication. Comparaison basée sur les berlines Civic DX et Corolla CE. ▼Basé sur les essais effectués par l'Insurance Institute for Highway Safety (IIHS). ◆À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM, de primes aux étudiants et de GM Mobilité. Une quantité limitée de modèles 2005 est offerte. La concessionnaire peut louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com**

EST DU PAYS

Une créature sous-marine pourrait menacer la pêche

ALISON AULD
Presse canadienne

HALIFAX — Des scientifiques commenceront sous peu à sonder les eaux au large de la Nouvelle-Écosse à la recherche d'une créature visqueuse qui serait en train de se déplacer vers le nord et pourrait, selon eux, compromettre la survie des riches bancs de poissons des environs.

Les chercheurs du Geological Survey, une agence des États-Unis, comptaient se diriger aujourd'hui vers une vaste région située au-dessus de la portion canadienne du banc Georges, à la recherche d'une colonie d'animaux marins à la texture gélatineuse, qui a l'habitude de recouvrir presque tout sur son passage.

« C'est quelque chose de nouveau. Cela recouvre le fond et forme une barrière entre les poissons et ce dont les poissons se nourrissent, alors logiquement, on peut penser que cela pourrait poser un problème », explique Page Valentine, un scientifique de l'agence étatsunienne.

M. Valentine a découvert l'organisme en question par accident, en 2002, du côté étatsunien du banc Georges, une zone extrêmement riche en poissons entre la Nouvelle-Écosse et le Maine. Il s'agit d'un tunicier, un invertébré qui filtre le plancton. M. Valentine y est retourné en 2003, pour constater que l'organisme recouvrait une zone d'au moins 15 kilomètres carrés.

ENVAHISSEMENT

Un an plus tard, une épaisse couche de ces animaux marins, semblable à du gruau, s'était répandue sur plus de 104 kilomètres carrés.

La créature, qui mesure individuellement de un à deux millimètres, s'attache aux fonds rocheux et prolifère rapidement, jusqu'à créer un tapis parfois énorme qui fait obstacle entre différentes espèces de poissons et leurs sources d'alimentation. On craint que la créature ne nuise à l'industrie de la pêche aux pétoncles, l'une des plus lucratives du banc Georges, en perturbant les zones de repos des larves de pétoncles.

On ignore la menace que cette forme de vie représente pour les stocks de homard, de hareng, d'espadon, de poisson de fond ou de thon, mais elle pourrait être difficile à combattre, ou à contrôler, puisqu'on ne lui connaît aucun prédateur.

Le ministère fédéral des Pêches et Océans n'est pas impliqué dans la recherche, mais suivra les résultats des travaux de M. Valentine.

ESPÈCES EN VOIE DE DISPARITION

La nouvelle loi incomprise des pêcheurs

HALIFAX (PC) — L'ignorance, l'indifférence et l'analphabétisme des pêcheurs de la côte est garantissent qu'il y aura d'autres condamnations en vertu de la nouvelle législation fédérale sur les espèces menacées, a indiqué un membre important d'un regroupement de pêcheurs.

Un nombre important de pêcheurs ne sont pas informés ou ne se sentent pas concernés par les responsabilités qui leur imcombent en vertu de la législation, a dit Hubert Saulnier, un représentant de l'Union des pêcheurs des Maritimes.

Le ministère fédéral des Pêches et Océans a fait des efforts d'éducation au moyen de séminaires et de brochures d'information, mais M. Saulnier estime que ces initiatives n'ont pas été efficaces.

En juillet, Ronald Ivan Baker, un pêcheur d'East Jeddore, en Nouvelle-Écosse, a été la première personne condamnée en vertu de la nouvelle loi, qui vise 60 espèces de poissons menacés.

Il a été trouvé coupable d'avoir eu en sa possession sept prises de loup à tête large. Le pêcheur a écopé d'une amende et d'une condamnation avec sursis.

M. Saulnier n'était pas au courant des faits relatifs à l'infraction de M. Saulnier, mais il a affirmé que les brochures d'information sur la législation avaient été postées avec les renouvellements de permis de pêche, l'année dernière.

« Les pêcheurs ne lisent pas vraiment ces choses-là, a dit M. Saulnier, un pêcheur de homard de la Nouvelle-Écosse. Ils regardent leur permis, combien il coûte, et c'est tout. »

Plusieurs ne se sentent pas visés par la législation, qui est entrée en vigueur en juin 2003, a-t-il ajouté. M. Saulnier a aussi souligné l'analphabétisme parmi les pêcheurs. Selon lui, jusqu'à 20 % des pêcheurs ne savent pas lire.

Mais un représentant fédéral, à Halifax, s'est dit en désaccord avec M. Saulnier, soutenant que les pêcheurs sont très informés de la nouvelle loi.

« Tous les pêcheurs à qui je parle ont une bonne connaissance de la loi sur les espèces menacées », affirme Andrew McMaster, conseiller au ministère des Pêches.

En location et à l'achat

1,9%
financement
jusqu'à 60 mois†

0$
comptant
en location

Offre d'une durée limitée

Berline ou Coupé Civic DX 2005	Berline ou Coupé Civic SE 2005
En location	**En location**
198$*	**218$***
par mois/60 mois	par mois/60 mois

0$ dépôt de sécurité

Incluant 120 000 km
Transport et préparation inclus en location seulement

Berline Si illustrée

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS HONDA**

OUI, ON A FAIT LE PLEIN
Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2005 mentionnés ci-après. Période de location 60 mois. Berline ou Coupé Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX et EM2115P) et Berline ou Coupé Civic SE 5 vitesses (modèle ES1535PX et EM2125PX). Pour les véhicules, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant total au terme de la location. Berline ou Coupé Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX et EM2115P) : a) 198 $, b) 0 $, c) 11 880 $. Berline ou Coupé Civic SE 5 vitesses (modèle ES1535PX et EM2125PX) : a) 218 $, b) 0 $, c) 13 080 $. Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photo à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **Les récents diplômés universitaires ou collégiaux peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation allant jusqu'à 750 $ sur certains modèles. †Taux de financement à partir de 1,9 % à l'achat et à la location pour 60 mois. L'offre spéciale de financement ne peut être jumelée à aucun autre programme promotionnel. Offre sujette à changement sans préavis par le manufacturier.

TRANSPORTEURS AÉRIENS

Une députée française propose la création d'une liste noire

PARIS (AP) — Après les accidents d'avions qui ont endeuillé l'été, une députée française, Odile Saugues, aussi présidente de la mission d'information parlementaire sur la sécurité du transport aérien, mise en place après la catastrophe de Charm el-Cheikh, se prononce pour la création d'une « liste noire » des compagnies à risque, et déplore que les propositions de son rapport soient restées lettre morte.

« Nous demandons la mise en place d'une liste noire qui exclurait certaines compagnies de l'atterrissage en France, a déclaré hier Mme Saugues à France Info. Les États-Unis le font et c'est une excellente mesure. Il faut aussi savoir protéger. Il faut savoir prévenir les gens ».

Les États-Unis ont adopté une telle mesure

La députée du Puy-de-Dôme a également déploré que les conclusions de la mission d'information parlementaire créée après la catastrophe de Charm el-Cheikh en janvier 2004 n'aient pas été suivies d'effets. Achevé en juillet 2004, ce rapport détaillait 40 propositions visant à améliorer la sécurité des transports aériens, notamment par le biais d'un renforcement des contrôles et d'un effort de prévention au niveau international.

« Les contrôles ne se font pas, a-t-elle souligné hier. L'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) sait quels sont les pays qui, à la suite d'audits, n'ont pas été bons, (mais) ne divulgue pas les noms, alors que les États-Unis, eux, ont une liste noire ».

« L'OACI ne publie pas le nom des pays qui sont contrevenants et n'oblige pas à l'application des règles », a affirmé Odile Saugues, évoquant « un secret de Polichinelle ». « À quoi ça sert de faire des règles de sécurité si leur mise en application n'est pas contrôlée ? ». « À quoi cela sert-il de faire travailler une mission parlementaire si on doit laisser les rapports dans les tiroirs ?

Pour la députée socialiste, l'amélioration de la sécurité est « une question d'état d'esprit. Il faut le vouloir ».

« Il ne suffit pas de pleurer. On pleure, on a beaucoup de compassion pour les gens mais il faudrait transformer ça en efficacité », a-t-elle déclaré.

FRANCE

Pas de suspension des vols de Tracker

ARCACHON, France (AFP) — Le gouvernement français n'envisageait pas dans l'immédiat hier de suspendre les vols des Tracker, dont l'un s'est écrasé samedi dans le sud-est, tuant ses deux occupants.

« Pour l'instant, il n'y a pas d'éléments qui devraient me conduire à suspendre les vols de Tracker », bombardiers d'eau faisant partie de la flotte de la Sécurité civile française, a déclaré à la presse le ministre français de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy.

« L'enquête dira exactement ce qui s'est passé dans un relief extrêmement accidenté », a-t-il ajouté.

Un Tracker de la Sécurité civile s'est écrasé samedi matin, pour des raisons encore indéterminées, en combattant un incendie de forêt dans le sud de l'Ardèche, tuant ses deux occupants, un élève pilote de 43 ans et son instructeur, âgé de 45 ans.

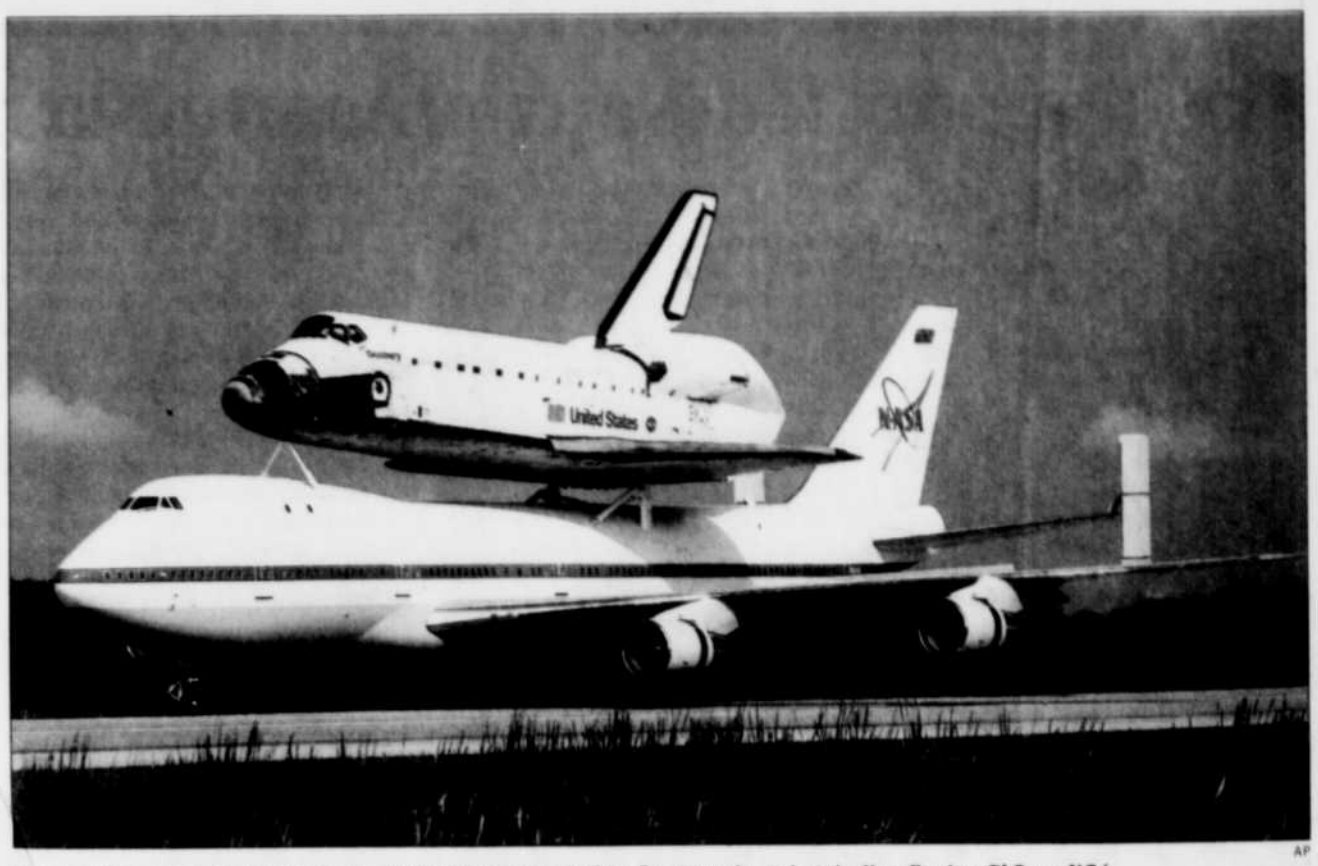
SECOND ACCIDENT

Il s'agissait du deuxième accident d'un appareil de ce type de l'été, un premier s'étant écrasé le 19 juillet, dans le Var. Son pilote était toutefois miraculeusement sorti indemne de l'accident.

La série noire s'était poursuivie avec un accident d'avion-citerne le 1er août en Corse, île française en Méditerranée, fatal au pilote et au co-pilote de l'appareil.

L'accident avait entraîné une immobilisation des avions-citernes pendant 10 jours, pour des vérifications, qui n'ont pas décelé d'anomalie.

Discovery de retour à son port d'attache



AP

La navette a regagné hier le Centre spatial Kennedy de Cap Canaveral sur le toit d'un Boeing 747 modifié.

CAP CANAVERAL, Floride (AP et AFP) — La navette Discovery a regagné hier le Centre spatial Kennedy de Cap Canaveral, son port d'attache, sur le toit d'un Boeing 747 modifié, deux semaines après avoir été contrainte d'atterrir en Californie en raison des mauvaises conditions atmosphériques régnant sur la Floride.

Les télévisions ont montré hier l'impressionnant atterrissage de l'avion, surmonté de Discovery, qui s'est posé sans encombre sur la piste du centre spatial.

« C'est un grand spectacle pour les employés » de la NASA, a déclaré un porte-parole de la NASA.

Stephen Robinson, l'un des sept astronautes ayant participé à la dernière mission de Discovery, la première d'une navette spatiale depuis deux ans et demi, faisait partie du petit comité d'accueil.

Le mauvais temps avait empêché Discovery de regagner directement Cap Canaveral après deux semaines dans l'espace. La navette avait dû se poser le 9 août à 3400 kilomètres de là, dans le sud de la Californie, coûtant un million de dollars supplémentaires à la NASA pour son « rapatriement ».

Discovery et le jumbo-jet chargé de la transporter ont quitté vendredi la base aérienne Edwards et ont dû faire escale sur la base aérienne Barksdale, en Louisiane, du fait des mauvaises conditions climatiques. La navette avait toujours dans ses soutes ce qu'elle avait rapporté de la Station spatiale internationalle (SSI).

La Nasa a annoncé le report, au plus tôt à mars 2006, du lancement de la prochaine navette, initialement prévu en septembre, le temps de comprendre pourquoi un morceau d'isolant s'était détaché de Discovery, 30 mois après qu'un débris de même nature ait causé la désintégration de Columbia.

1563404

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

QUÉBEC

Galeries de la Capitale
Place Fleur-de-Lys
Place Laurier
Centre-ville
440, rue de la Couronne
Expert-Cell Télécom
790, rue Saint-Jean
Expert-Cell Télécom
5237, boul. Wilfrid-Hamel
F.M. Électroniques
41, rue Saint-Vallier Est
Normand Nadeau Communication
909, boul. Pierre-Bertrand Sud, local 160
Radio-Onde
550, rue Marais

Baie-Comeau
Boutique Satcom
Centre régional Manicouagan
600, boul. Laflèche

Beauport
Cité Sans-Fil
Promenades Beauport
3333, rue du Carrefour, porte #1
DOT Électronique
371, boul. Armand-Paris

Charlesbourg
F.M. Électroniques
Carrefour Charlesbourg
8500, boul. Henri-Bourassa

Donnacona
Clef de sol / Radio Shack
Place Donnacona
325, rue de l'Église

Chicoutimi
Place du Royaume
Communications Télésignal inc.
1660, boul. Saint-Paul, local 116

Gaspé
Erso Informatique inc.
Place Jacques-Cartier
167, rue de la Reine, local 2

Carleton
Radio Service M.B.C. Inc.
1051, boul. Perron

La Malbaie
Services Info-Comm
1005, boul. De Comporté

Lévis
Kiosque Normand Nadeau TV
Galeries Chagnon
1200, boul. Alphonse-Desjardins

Montmagny
Michel Proulx Meubles
80, boul. Taché Ouest
Stéréo Plus P. L. Chabot Inc.
4, boul. Taché Ouest

Rimouski
Kiosque La Maison d'Auto Fortier

Rivière-du-Loup
Kiosque Centre Commercial Rivière-du-Loup
298, boul. Thériault

Saint-Raymond
Les Entreprises Gilles Plamondon
592, rue Saint-Joseph

Sainte-Foy
Place Sainte-Foy
Boulinguez Sans Fil
Plaza Laval
2750, ch. Sainte-Foy, local 107
Prod Telecom Inc.
(anc. Comm. Cellweb)
1995, rue Jean-Talon Sud, local 102

Saint-Georges
Kiosque Normand Nadeau
Carrefour Saint-Georges
8585, boul. Lacroix
CJ Électronique
13175, boul. Lacroix
Dumoulin Électronique Lariviere
573, 90e Rue

Sainte-Marie de Beauce
Les Galeries de la Chaudière
Kiosque Normand Nadeau
Normand Nadeau TV
Dumoulin Électronique & Informatique
500, boul. Vachon Nord
Nepert Électronique
1076, boul. Vachon Nord

LE QUÉBEC ET LE CANADA

Les libéraux fédéraux préparent la rentrée dans les Prairies

SYLVAIN LAROCQUE
Presse canadienne

OTTAWA — À l'approche de la rentrée parlementaire et à quelques mois d'une campagne électorale, les députés libéraux se retrouvent à compter d'aujourd'hui dans les Prairies pour élaborer leur plan de match.

Hormis la polémique entourant la nomination de Michaëlle Jean comme gouverneure générale, le parti gouvernemental a été relativement épargné cet été. À la fin juillet, le Sénat a adopté le controversé projet de loi sur le mariage gai, ce qui enlève une épine du pied du premier ministre, Paul Martin.

Le président du caucus libéral, Andy Savoy, s'attend à ce que ses collègues soient vivement intéressés à discuter de mesures budgétaires. Selon *The Globe and Mail*, Ottawa prévoit en effet présenter, en novembre, un important document de stratégie économique, qui s'ajouterait à la traditionnelle mise à jour financière.

« J'imagine que les députés voudront parler des enjeux de leurs comtés, dans l'espoir qu'ils se retrouvent dans les priorités budgétaires du gouvernement », affirme M. Savoy en entrevue.

D'après le quotidien torontois, le gouvernement envisagerait notamment des baisses d'impôts pour les contribuables de la classe moyenne et les entreprises, de même que des investissements modérés en matière d'environnement. L'initiative viserait à damer le pion à l'opposition, quelques semaines avant le déclenchement d'une campagne électorale. M. Martin a en effet promis d'en appeler au peuple un mois après le dépôt du rapport final du juge John Gomery sur l'affaire des commandites, prévu à la mi-décembre.

Les députés libéraux soutiennent, à l'instar du chef conservateur, Stephen Harper, que les citoyens ne leur parlent presque plus du scandale. Les élus du parti au pouvoir tiendront néanmoins à Regina une réunion pour discuter de la question.

« J'ai beaucoup plus hâte de faire une campagne électorale cette fois-ci que le printemps dernier, alors qu'on était au cœur d'une tourmente dans laquelle je n'étais même pas impliquée, admet la députée de Gatineau, Françoise Boivin. Le Bloc québécois va peut-être trouver que la campagne électorale sera un peu plus difficile (que si elle avait eu lieu au printemps) », ajoute-t-elle.

SANTÉ

Par ailleurs, près d'un an après la conclusion, en grande pompe, d'un accord fédéral-provincial sur la santé, les députés constatent que le sujet est revenu au premier plan des préoccupations des électeurs.

« On a mis de l'argent, de la grosse argent (41 milliards $ en 10 ans), mais là on se fait dire que les délais d'attente sont encore importants, reconnaît Françoise Boivin. Il faut qu'on trouve une solution à ces délais d'attente-là, parce qu'on se fait tous contacter à nos bureaux », indique-t-elle.

Le premier Paul Martin va courtiser les Canadiens de l'Ouest dans l'espoir d'apaiser leur sentiment d'aliénation. Il va notamment annoncer l'adhésion d'une autre province, la Saskatchewan, au programme fédéral de partage de 5 milliards $ en revenus provenant de la taxe sur l'essence.

Mercredi et jeudi, les 133 députés libéraux se rassembleront à huis clos à Régina. Vendredi, les ministres se rendront à Winnipeg pour une longue réunion du cabinet.

Le gouvernement Charest épie les médias

Des contrats ont été octroyés à des chercheurs

NORMAN DELISLE
Presse canadienne

■ Le gouvernement Charest paye pour faire suivre les médias québécois d'information à la trace.

La Presse canadienne a appris que le ministère des Ressources naturelles a accordé un contrat de 19 750 $ à la Chaire en relations publiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), pour analyser « la perception des médias et des intervenants sur le choix du gouvernement et des ministres » dans le dossier des forêts et dans celui de l'énergie. Le travail des médias dans le dossier de la bactérie *C. difficile* a également été examiné de près.

ARCHIVES LE SOLEIL

Les spécialistes ont noté que « la réaction tardive du ministre (de la Santé) Philippe Couillard, dans le dossier de la « C. difficile » n'a pas impressionné.

Les conclusions des chercheurs de l'UQAM sont négatives : « L'analyse du discours de presse révèle que les médias tiennent généralement des propos défavorables concernant l'action gouvernementale », tant dans le domaine de la forêt que dans celui de l'énergie.

Les universitaires de l'UQAM se sont penchés sur la couverture médiatique faite entre novembre 2004 et mai 2005, alors que plusieurs débats faisaient rage concernant l'avenir énergétique du Québec et la politique forestière.

Ces chercheurs avaient le mandat « d'interpréter de façon objective la couverture de presse, de scruter ce qu'elle contient, et de décoder certaines données et références qui se dégagent de l'information véhiculée par la presse ».

Dans le dossier de l'énergie, on en arrive à un « taux de partialité » de 18 %, généralement défavorable à l'action gouvernementale. Plus de 82 % des textes analysés demeurent néanmoins « neutres », ce qui fait dire aux analystes que « les médias adoptent un ton relativement neutre ».

Les recherches de l'UQAM effectuées depuis 25 ans montrent en effet que « le taux moyen de partialité d'une couverture médiatique s'établit à 40 % ».

Dans le secteur des forêts, le « taux de partialité » atteint 16 %, alors que 84 % de la couverture paraît neutre.

Pour l'énergie, les gens de l'UQAM ont analysé 8425 unités d'information provenant de 406 documents diffusés par la presse écrite et électronique. Pour les forêts, ce sont 7653 unités d'information provenant de 594 documents qui ont été analysés.

« Les médias tiennent des propos critiques sur la plupart des sujets, L'action générale du gouvernement ressort négativement, tout comme la tarification (de l'électricité), l'énergie thermique, le développement énergétique, Hydro-Québec et (la protection de) l'environnement » peut-on lire dans le rapport d'analyse de la couverture de presse.

Parmi les rares points positifs qui se dégagent de la couverture médiatique, on relève celui du développement de l'énergie éolienne. « Les médias saluent la décision du gouvernement de développer l'éolien », mentionne le rapport.

La couverture par les médias du dossier des forêts et de la commission d'enquête tenue sur la forêt québécoise et présidée par Guy Coulombe est également analysée.

« Les médias saluent le rapport de la Commission (Coulombe) mais critiquent le fait que le gouvernement n'applique que la recommandation de réduire la possibilité forestière de 20 %, faisant peu de cas », note l'analyse.

BACTÉRIE

Le travail des médias dans le dossier de la bactérie *C. difficile* a également été scruté à la loupe. Cette bactérie, qu'on retrouve dans certains établissements de santé, a défrayé la manchette depuis deux ans.

Le ministère de la Santé a donné des contrats à diverses entreprises, dont Medianor et Verbatim, pour « l'évaluation stratégique » des médias à l'occasion de la crise reliée à cette bactérie. La crise a impliqué des décès dans des hôpitaux du Québec l'an dernier. Des factures de 17 800 $ ont été retracées au ministère de la Santé dans le cadre de ces contrats.

Les rapports de ces entreprises indiquent que les dépêches de tous les médias électroniques (stations de radio et de télévision anglophones et francophones) et de 54 quotidiens et hebdomadaires ont été analysées.

Dans les observations formulées par les spécialistes de ces entreprises, on note que « la réaction tardive du ministre (de la Santé) Philippe Couillard a inquiété les intervenants du milieu de la santé ». Les observations notent également qu'il « n'y a pas de plan concerté au niveau provincial pour contrer le phénomène de propagation ». Cette absence de plan a été corrigée depuis.

On allume une lumière « jaune » à l'égard du ministre Couillard à ce sujet. On lui signale que « ses réactions sont commentées par les différents spécialistes et que les conditions de salubrité dans les hôpitaux sont commentées et surtout critiquées par les citoyens et les employés d'hôpitaux ».

Henri Comte, porte-parole de Verbatim, a expliqué à la Presse canadienne que ce phénomène de *monitoring* des médias d'information lors d'une crise est une opération normale qui est effectué depuis une vingtaine d'années.

LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

La députée de Taillon a dit aux membres de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) qu'il n'y a pas de gêne à montrer de quel bois on se chauffe.

Pauline Marois invite les femmes à prendre le pouvoir

FRANCIS HIGGINS
FHiggins@lesoleil.com

■ La candidate à la direction du Parti québécois, Pauline Marois, a convié les 400 femmes de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) à ne plus craindre le pouvoir et l'ambition.

La députée de Taillon a tenté de convaincre son public, hier, qu'il n'y avait pas de gêne à montrer de quel bois on se chauffe. « Il faut utiliser le pouvoir pour atteindre ses objectifs. Souvent, les femmes l'ont associé au compromis, pour ne pas dire la compromission. Ce n'est jamais nécessaire lorsqu'on a des convictions et qu'on fait de la politique proprement », a-t-elle indiqué, ajoutant avoir elle-même beaucoup d'ambition.

Elle a raconté à l'auditoire qu'il fallait d'abord une raison valable pour entrer en politique, soit un engagement basé sur un idéal. Dans son cas, il y a eu deux raisons fondamentales : une société plus juste et inclusive ainsi que l'accession à un Québec souverain.

À la blague, elle a ajouté que même le dictionnaire semblait éloigner les femmes du pouvoir. « Au masculin, on parle souvent de grand tribun. Au féminin, ça ne marche plus vraiment. On parle sans problème d'homme public, mais une femme publique, ce n'est pas aussi bon ! » a-t-elle lancé.

Quelque 400 personnes de partout dans la province ont assisté aux rencontres de l'AFEAS au Mont-Sainte-Anne, en fin de semaine. « C'est l'occasion de débattre de nombreux sujets, comme les modes de scrutin, les femmes en politique, etc. Nous avons aussi remis plusieurs distinctions à des congressistes », a expliqué la présidente provinciale, Diane Brault. L'AFEAS célébrera son 40e anniversaire l'an prochain.

PROVOCATION LIBÉRALE

Au sujet de la dispute opposant la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, à la présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Claudette Carbonneau, dans le dossier des négociations de la fonction publique, Mme Marois s'est dite peu surprise.

« Qui sème le vent récolte la tempête. Charest a tout provoqué avec ses propos incendiaires. On trouve mieux les solutions quand on y met du sien, mais il ferme la porte. Ça devient une escalade qui n'est pas souhaitable », a-t-elle affirmé.

Quant à l'impact de cette querelle sur la place des femmes en politique, Pauline Marois a préféré ne pas commenter.

1667214

DEMAIN
DANS LE SOLEIL

Cachez ce nombril que je ne saurais voir

Dans le cahier
Arts et vie

Oubliez les nombrils à l'air et les dessous qui dépassent des jeans : cet automne, la mode pour adolescentes se veut plus sage et conforme aux codes vestimentaires des écoles. Mais que les jeunes filles se rassurent puisqu'elle est toujours aussi colorée et jolie !

Obtenez un financement
à l'achat à partir de

0% †

L'ÉVÉNEMENT
DE À VOUS JOUER

mazda

vroum-vroum

Modèle GT illustré

Première de classe de sa catégorie
Le Guide de l'auto 2005

MAZDA RX-8 GS 2005

ACHETEZ À PARTIR DE
36 995 $ *

-OU-

LOUEZ
À PARTIR DE
399 $

par mois, pour 48 mois**
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 2 995 $

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

mazda6 BERLINE GS 4 CYL. 2005

Modèle GS 4 cyl. illustré

GAGNANTE
de plus de 100 prix internationaux

-OU-

LOUEZ
À PARTIR DE
249 $

par mois, pour 48 mois**
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 2 595 $

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

mazda3 GX 2005

ACHETEZ À PARTIR DE
16 295 $ *

Options de financement à l'achat †			
24 mois	36 mois	48 mois	60 mois
0 %	1,9 %	2,9 %	3,9 %

Première de classe de sa catégorie
Le Guide de l'auto 2005

Modèle GT illustré

mazda

www.mazda.ca

Vous trouverez beaucoup *plus* chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

† 0 % de financement à l'achat aux particuliers jusqu'à 36 mois sur les Mazda RX-8 2005 neuves, de 0 % jusqu'à 24 mois sur les Mazda6 2005 neuves et options de financement à l'achat aux particuliers sur les Mazda3 2005 neuves. Financement consenti par la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. Exemples de financement : Mazda RX-8 : 10 000 $ pour un terme de 36 mois à 0 % : 277,78 $/mois; Mazda6 : 10 000 $ pour un terme de 24 mois à 0 % : 416,67 $/mois; Mazda3 : 10 000 $ pour un terme de 24 mois à 0 % : 416,67 $/mois; 36 mois à 1,9 % : 285,99 $; 48 mois à 2,9 % : 220,90 $; 60 mois à 3,9 % : 183,71 $. * Offres réservées aux particuliers et portant sur les Mazda RX-8 GS (T45F65AA00) et les Mazda3 GX (D4X555AA00) 2005 neuves. Frais de transport et préparation (1 195 $), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPRM en sus. ** Taux de location personnalisée Mazda : offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda RX-8 GS (T45F65AA00) et des Mazda6 berline GS 4 cyl. (modèle G4S055AA00) 2005 neuves de base. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 20 000 km par année. Frais de 8 ¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non inclus dans les prix mentionnés. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 6 août 2005.

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

DÉSASTRE EN ALBERTA

Des riverains espèrent être compensés par le CN

PC

Le déversement de plus de 700 000 litres de carburant et d'un produit de préservation du bois potentiellement cancérigène a entrainé la fermeture du lac.

WABAMUN (PC) — Les riverains du lac Wabamun, en Alberta, très populaire auprès des amateurs d'activités nautiques, comptent sur le CN pour qu'il les compense, après avoir provoqué un désastre environnemental dans cette région.

Le déversement, le 3 août dernier, de plus de 700 000 litres de carburant et d'un produit de préservation du bois potentiellement cancérigène a entraîné la fermeture quasitotale du lac aux activités comme la navigation de plaisance, la pêche et la natation.

VACANCES RUINÉES

Les résidants veulent que le Canadien National les indemnise pour leurs vacances ruinées autant que pour la diminution de leur chiffre d'affaires, en passant par la baisse de valeur de leurs propriétés et autres inconvénients. Sinon, ils iront devant les tribunaux.

Selon un propriétaire de chalet, également membre d'un comité communautaire mis sur pied après le déversement, les citoyens ne veulent pas entreprendre de poursuite en recours collectif avant de savoir quelle sera l'offre du CN. Don Goss a dit espérer que l'entreprise fasse les choses correctement.

L'incident a engendré une mauvaise publicité, comme des photos de plages souillées par les hydrocarbures et d'oiseaux agonisants, qui ont fait fuir les touristes et privé de clients les commerces locaux qui dépendent de la brève saison touristique.

Les dirigeants du transporteur ferroviaire se sont engagés à redresser la situation. Des agents responsables de la gestion de sinistres pour le CN sont déjà à l'œuvre sur place pour rembourser aux personnes qui ont dû être déplacées les dépenses encourues.

Un porte-parole du CN, Jim Feeny, a dit que la compagnie payerait tous les frais légitimes.

Les résidants ne sont pas les seuls à réclamer compensation. La semaine dernière, TransAlta a annoncé qu'elle réclamait des millions de dollars du CN parce que le déversement d'hydrocarbures a forcé l'entreprise à fermer sa centrale électrique de Wabamun.

Et le gouvernement albertain n'écarte pas la possibilité de poursuivre le CN pour récupérer une partie des dépenses qu'a dû assumer la province à la suite de l'accident.

CANADIENS EN AFGHANISTAN

La deuxième phase de la mission s'amorce

■ KANDAHAR, Afghanistan (PC) — La mission canadienne en Afghanistan entre dans la seconde phase de ses opérations — le développement de la région de Kandahar — avec l'arrivée, cette semaine, d'agents de police et du personnel du gouvernement chargé du développement.

L'équipe provinciale de reconstruction, appelée EPR dans le langage militaire, constitue une nouvelle façon d'intervenir pour le Canada.

Elle regroupe environ 250 soldats ainsi que des agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), des travailleurs humanitaires et des employés des Affaires étrangères.

Elle se distingue par la cohésion dont les différents membres de l'équipe devront faire preuve dans leur travail.

« Nous allons travailler étroitement avec eux pour essayer de synchroniser le développement », affirmé, à propos des agents de la GRC et des travailleurs humanitaires, le major Sanchez King, qui dirige l'unité de coopération civils-militaires.

Jusqu'à maintenant, les soldats canadiens dans d'autres régions afghanes ont participé à des programmes d'aide, mais seulement dans un rôle de coordination avec les organisations non gouvernementales et l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Pour les militaires, l'objectif a été de conquérir les populations locales avec l'aide dispensée dans l'espoir de diminuer l'hostilité de certaines zones d'opérations.

« Normalement, nous quand nous entreprenons une mission, nous le faisons au nom du commandant militaire, a expliqué M. King. Nous tentons de faire en sorte que l'environnement soit plus ouvert aux opérations. »

Les 250 soldats sont déjà à Kandahar et patrouillent la région. Cette semaine, les autres membres de l'équipe vont commencer à les rejoindre.

Avec l'EPR, l'accent est mis sur la reconstruction — le maintien de la sécurité est important mais secondaire.

« Cela signifie que nous devons passer plus de temps à travailler avec ces agences pour essayer de synchroniser les interventions, a dit M. King. Au lieu de travailler seuls, nous devons travailler ensemble. »

L'équipe canadienne a un budget de 4 millions $ CDN à investir dans des projets de développement au cours des 18 prochains mois. Des représentants ont affirmé que les États-Unis sont aussi disposés à défrayer les coûts des projets conçus par les intervenants canadiens dans la région de Kandahar. Ce financement proviendrait de USAID, l'agence américaine de développement international.

En tout, le Canada s'est engagé à investir environ 618 millions $ en Afghanistan, depuis 2002. Il s'agit du plus important montant jamais déboursé dans un seul et même pays. Près du quart de cette somme est allé au gouvernement du président Hamid Karzaï, bien que cet argent soit comptabilisé comme du financement humanitaire.

NOUVELLE APPROCHE

« C'est nouveau pour le Canada d'adopter cette approche, a reconnu Chris Alexander, ambassadeur du Canada à Kaboul. Elle ne devrait toutefois pas être utilisée dans tous les pays. Mais en Afghanistan (...) il fallait solidifier les structures du gouvernement. »

Le gouvernement est imputable des sommes qu'il a reçues, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, bien que le Canada soit l'objet de critiques à cause de cette utilisation de moyens financiers humanitaires pour soutenir un autre gouvernement.

M. Alexander a affirmé que les fonds accordés avaient été utilisés convenablement.

« Toutes les recherches et les évaluations faites jusqu'ici ont démontré que ce choix était le bon, a-t-il dit en entrevue à la Presse canadienne. Les coûts liés aux projets de développement sont bien moins élevés dans le cadre des projets gouvernementaux qu'à l'extérieur de ces programmes. Plusieurs pays n'ont pas choisi notre approche et n'obtiennent pas autant de rendement que nous. »

Les voyages en Challenger ont coûté cher au gouvernement

MONTRÉAL (PC) — L'utilisation du jet Challenger de l'armée canadienne par les membres du gouvernement s'est révélée très onéreuse au cours des quatre premiers mois de 2005.

Selon les chiffres rendus publics par le *Journal de Montréal* et Sun Media, c'est une tournée asiatique de huit jours de la ministre de la Coopération internationale Aileen Carroll, à la suite du tsunami dévastateur du 26 décembre 2004, qui a coûté le plus cher, soit près de 120 000 $.

Deux voyages du ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, ont coûté près de 100 000 $. Et, un seul périple du ministre de la Justice, Irwin Cotler, a engendré des frais de 42 000 $.

1592517
EN AOÛT TRANSIGEZ AVEC LE PROPRIÉTAIRE, TOUTES OFFRES RAISONNABLES SERONT ACCEPTÉES
MAINTENANT OU JAMAIS
GRANDE LIQUIDATION
2
MURANO SL 2005
LOCATION 48 MOIS À PARTIR DE
427$*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
PREMIERS VERSEMENTS PAYÉS PAR EINSTEIN
0 DÉPÔT DE SÉCURITÉ SUR TOUTES LES NISSAN
EINSTEIN NISSAN ENCORE PLUS GRAND

*Voir détails en magasin
Rachat de bail disponible, principalement aux détenteurs de baux CRÉDIT LINX,et NISSAN CANADA FINANCE

Un service signé Michel Potvin
NISSAN
EINSTEIN
NISSAN 5250, RUE JOHN-MOLSON, HENRI-IV, SORTIE 140 • 650-5353 www.einstein.nissan.ca

EN BREF

Décès de James Jerome, ancien président des Communes

■ OTTAWA — James Jerome, qui fut président de la Chambre des communes et juge en chef adjoint à la Cour fédérale, est décédé. L'ex-député de la circonscription de Sudbury, en Ontario, était âgé de 72 ans. Le premier ministre Paul Martin s'est dit attristé par le décès de M. Jerome. James Jerome fut nommé président des Communes en 1974 par le premier ministre Pierre Trudeau. Il devint plus tard le premier président des Communes à être issu de l'opposition officielle, quand le Parti progressiste-conservateur dirigé par Joe Clark porta au pouvoir un gouvernement minoritaire, en 1979, et le maintint à son poste. Après sa retraite de la politique, en 1980, M. Jerome avait été nommé juge en chef adjoint à la Cour fédérale, poste qu'il occupa jusqu'à sa retraite, en 1998. M. Jerome laisse dans le deuil son épouse et trois enfants. *PC*

Première visite du président chinois en septembre

■ VANCOUVER — Le président de la Chine, Hu Jintao, fera à la mi-septembre une escale à Vancouver, où il sera notamment l'invité d'un dîner d'État donné en son honneur. Le président chinois participera à d'autres activités, non déterminées encore. Cette escale, prévue le 17 septembre, mettra un terme à la première visite de Hu Jintao en Amérique du Nord depuis qu'il est devenu le président du pays le plus peuplé de la planète, en 2003. Le séjour du président chinois à Vancouver, d'une durée d'un ou deux jours, veut souligner le rôle joué par la Colombie-Britannique dans les efforts menés par le Canada pour nouer avec la Chine de solides relations commerciales. L'Empire du Milieu est le second partenaire économique du Canada en importance. « Cette visite est le résultat du lobbying effectué par le premier ministre (Martin) », a confié sous le sceau de la confidentialité une source fédérale. Lors de son dernier voyage en Chine, en janvier dernier, M. Martin avait dépeint la Colombie-Britannique comme un élément crucial dans les efforts du Canada pour améliorer les relations commerciales avec la Chine. Hu Jintao fera ses premiers pas au Canada le 9 septembre, à Ottawa. Il se rendra ensuite à Toronto avant de se diriger vers les États-Unis.

1593001
SUPER SPÉCIAL
Caravan 2005

IDÉAL POUR VOTRE BUDGET
• tout équipée • groupe électrique • air climatisé
84 $* par semaine
TOUT INCLUS
0 • taxes • comptant • frais de transport et préparation
Grand Caravan 2005
Spécial Édition Signature

STOW 'N GO
ENTIÈREMENT ÉQUIPÉE
• climatiseur avant et arrière • roues en aluminium • siège du conducteur à réglage électrique • téléverrouillage • antidémarrage, et plus encore...
109 $* par semaine
TOUT INCLUS
Courez la chance de GAGNER** la Jeep Liberty (location 2 ans) ou 10 000 $ EN ARGENT.
PLUS QUE JAMAIS PASSEZ PAR LE CENTRE
CENTRE CHRYSLER QUÉBEC
PRIX EMPLOYÉ PLUS 5 500 $ DE RABAIS DES CONCESSIONNAIRES*
LA RÉFÉRENCE CHRYSLER À QUÉBEC
2025, RUE JEAN-TALON SUD, SAINTE-FOY
(418) 682-2025
*Soumis à l'approbation du service du crédit / financement 84 mois
** tirage 1er septembre 2005

Le billet de 5$ ne sera pas remplacé par une pièce de monnaie

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral a décidé de ne pas donner suite à une proposition de remplacer le billet de 5$ par une pièce de monnaie, une formule plus économique. Les sommes ainsi économisées auraient été utilisées pour financer les athlètes olympiques du pays.

L'idée est d'abord venue de la Monnaie royale canadienne, et le ministère des Finances l'a prise suffisamment au sérieux pour demander à une maison de sondage d'effectuer une étude au moyen d'un groupe témoin (focus group).

Environics Research a organisé des séances de discussion en petits groupes à Halifax, Hamilton et Winnipeg, entre le 3 et le 5 mai. Les participants ont rejeté l'idée d'une pièce de 5$ et qualifié de « ridicule » la suggestion de financer les athlètes canadiens en prévision des Jeux olympiques d'hiver de 2010, à Vancouver.

La Monnaie royale a déjà étudié la possibilité d'introduire une pièce de 5$ en au moins deux occasions auparavant, en 1995 et en 2000, et elle a réexaminé l'idée au printemps. L'intérêt de cette option est en partie économique. Selon une étude réalisée en 1994 par la Banque du Canada, le remplacement du billet de 1$ par une pièce de monnaie, en 1987, a permis au gouvernement fédéral d'économiser 487 millions$ au cours des cinq premières années, en partie parce que les pièces de métal sont plus durables et qu'il n'est pas nécessaire de les remplacer aussi souvent que le papier monnaie.

Le ministère des Finances a refusé de dévoiler ses chiffres préliminaires sur les économies réalisables grâce à la conversion du billet en une pièce de 5$, mais Environics a indiqué aux participants que les sommes ainsi épargnées pourraient atteindre « des centaines de millions de dollars ».

La plupart des participants aux groupes de discussion ont rejeté le projet de passer du papier à la pièce métallique parce que cela voudrait dire qu'il leur faudrait transporter trop de menue monnaie pesante — même si la pièce de 5$ était moins lourde que celles de 1$ et de 2$.

Et s'ils se sont dits d'accord pour que le gouvernement appuie les athlètes canadiens, la plupart d'entre eux ont suggéré que toute économie réalisée grâce au passage du papier au métal serve à financer les soins de santé et les programmes sociaux et à aider les sans-abri.

Au ministère des Finances, on a reconnu qu'à la suite de l'étude d'Environics, on avait écarté l'idée d'aider les athlètes de cette façon.

Une porte-parole de la Monnaie royale a confirmé que la proposition de financement des athlètes olympiques était incluse dans ses recherches, cette année, sur l'option de la pièce de 5$, mais que la proposition a été abandonnée depuis.

GAZ À EFFET DE SERRE

Les normes de la Californie s'appliqueront sur toute la côte ouest

L'industrie automobile subit un échec

SALEM, Oregon (AP) — Malgré les efforts de l'industrie de l'automobile pour bloquer l'initiative, deux États de l'ouest des États-Unis, l'Oregon et Washington, s'apprêtent à adopter les normes de la Californie en matière d'émissions de gaz à effet de serre produites par les nouveaux véhicules.

Lorsque ce sera chose faite, les normes californiennes, les plus sévères au pays, seront en vigueur sur toute la côte ouest étatsunienne, du Canada jusqu'au Mexique.

D'ici 2016, toutes les voitures neuves, tous les véhicules utilitaires sport et camions légers neufs, vendus dans les États de la côte ouest, devront être conformes aux normes plus sévères sur les émissions de gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone, considéré comme une des principales causes des changements climatiques. L'année 2016 a été choisie pour donner aux manufacturiers suffisamment de temps pour se plier aux nouvelles normes.

Au moins six États du nord-est des États-Unis s'apprêtent aussi à adopter les normes californiennes sur les gaz d'échappement des véhicules automobiles.

Les États concernés représentant près du tiers du marché de l'automobile, ces initiatives exercent une pression sur l'industrie, pour l'amener à produire des véhicules moins polluants et moins énergivores.

Cependant, l'industrie poursuit la Californie pour l'adoption des nouvelles normes, alléguant que cet État n'a pas l'autorité voulue pour imposer de tels règlements, et que ceux-ci feront grimper de 3000$ US le coût d'une nouvelle voiture.

0$
DÉPÔT DE SÉCURITÉ
À LA LOCATION SUR TOUS
NOS MODÈLES 2005◆
COROLLA 2005
199$
PAR MOIS/LOCATION 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 2038$
OPTION 0$ COMPTANT
ÉGALEMENT DISPONIBLE
À L'ACHAT À PARTIR DE
15615$**
LA TOUTE NOUVELLE
COROLLA 2005 ÉDITION SPÉCIALE
METTEZ LA MAIN SUR CETTE VERSION
EXCEPTIONNELLEMENT BIEN ÉQUIPÉE :
• ROUES EN ALLIAGE D'ALUMINIUM EXCLUSIVES
• CLIMATISATION
• PANNEAU DE TOIT TRANSPARENT ASSISTÉ
• SYSTÈME D'ACCUEIL SANS CLÉ
• FILTRE DÉSODORISANT À POUSSIÈRE ET POLLEN
• VERROUS DE PORTIÈRES ASSISTÉS
LIQUIDATION au MAX
TOYOTA
TOYOTA
Voyez les dessous de la pub-réalité sur
WWW.LIQUIDATIONTOYOTA.CA
TOYOTA
LIQUIDATION SANS DÉTOUR
2005
ACCÈS TOYOTA Une expérience d'achat tellement plus sympa.
Votre nouvelle Toyota part toujours avec le plein d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs. Votre concessionnaire www.acces.toyota.ca
Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. ◆ Offre de location au détail valable sur les modèles Corolla CE 2005 (BR32EM AA) neufs en stock. Première mensualité de 228,89$, taxes incluses, pour un terme de location de 48 mois, exigible au moment de la livraison. Offre de 0$ dépôt de sécurité à la location sur tous les modèles 2005 neufs en stock. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 ¢ du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 2 266,89$ (taxes incluses) pour la Corolla CE 2005 (BR32EM AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement, l'assurance et les taxes sont en sus. Composez le 1 888 Toyota-8 ou visitez www.acces.toyota.ca. * PDSF pour les modèles Corolla CE 2005 (BR32EM AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement, l'assurance et les taxes sont en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 2 266,89$ (taxes incluses) pour la Corolla CE 2005 (BR32EM AA).

LE MONDE

EN BREF

GRANDE-BRETAGNE

Attentat déjoué

■ LONDRES — La police britannique estime avoir déjoué un attentat au gaz toxique du réseau terroriste Al-Qaida contre la Chambre des communes de Grande-Bretagne, rapporte hier le *Sunday Times*. Selon le journal, le projet d'attaque contre la chambre basse du Parlement avait été préparé l'an dernier et a été mis au jour grâce à des courriels codés découverts dans des ordinateurs saisis chez des suspects de terrorisme en Grande-Bretagne et au Pakistan. Un policier a déclaré au journal sous le couvert de l'anonymat que le projet prévoyait une attaque au moyen d'une « bombe sale » contre le Parlement. *AFP*

Blair appuie Blair

■ LONDRES — Le vice-premier ministre John Prescott, qui assure l'intérim de Tony Blair, actuellement en vacances, a exprimé hier sa confiance envers le chef de Scotland Yard, Ian Blair, mis en cause après la mort d'un Brésilien abattu par erreur par la police. À la question de savoir si Tony Blair accordait son entière confiance au chef de Scotland Yard, Prescott a répondu : « Oui » ! *AFP*

BRÉSIL

« Lula » à la baisse

■ BRASILIA — La crise politique liée aux scandales financiers qui secouent le Parti des travailleurs (PT) au pouvoir a entraîné une nette baisse de popularité du président Luiz Inacio Lula da Silva, ainsi qu'une chute des intentions de vote pour sa réélection en 2006, selon un sondage. Selon une enquête de l'institut Ibope publiée en fin de semaine par la revue *IstoE*, les intentions de vote au premier tour en faveur de Lula sont passées de la tranche entre 36 à 39 % en juillet, à celle située entre 31 et 34 % ce mois-ci. Pendant la même période, l'approbation de « la manière dont le président Lula gouverne » connaît une forte baisse pour passer de 54 à 46 %, tandis que ceux qui la désapprouvent sont passés de 38 à 47 %. *AFP*

GUATEMALA

État d'alerte

■ GUATEMALA CITY — Les autorités guatémaltèques étaient en état d'alerte hier alors qu'un ancien membre de gang a averti qu'une trêve fragile avait été rompue après l'éclatement la semaine dernière de troubles entre « maras » rivales dans les prisons du pays. Les émeutes du 15 août ont débuté par l'explosion de grenades à la prison El Hoyon d'Escuintla, à 50 km au sud de Guatemala City. Des troubles ont éclaté dans six autres centres pénitentiaires au cours de la même journée, les membres de la Mara Salvatrucha attaquant les détenus de la « Mara 18 » armés de grenades et de couteaux. Après ces soulèvements, les autorités ont transféré des centaines de prisonniers pour séparer les membres des deux « maras ». *AP*

ÉQUATEUR

Trêve pétrolière

■ QUITO — Le calme était revenu hier dans les régions amazoniennes de l'Équateur, après plusieurs jours de manifestations violentes qui ont paralysé la production pétrolière du pays. L'état d'urgence décrété mercredi par le président Alfredo Palacio restait en vigueur pour les provinces de Sucumbios et Orellana, où les manifestants ont depuis une semaine pris le contrôle de deux aéroports, bloqué les routes, occupé les champs de pétrole et saboté les installations. Pour tenter de trouver une solution à la crise, les parties envisageaient d'envoyer des représentants négocier à Quito, la capitale. *AP*

ÉTATS-UNIS

Lance ne lâche pas

■ CRAWFORD, Texas — Lance Armstrong s'est livré à un lobbying intense lors de sa sortie à vélo en compagnie du président des États-Unis George W. Bush. Pendant leur promenade de deux heures samedi dans le ranch de Bush, Armstrong a demandé au président de dépenser plus d'argent fédéral dans le cadre de la recherche sur le cancer. « Je n'avais encore jamais demandé autant d'argent à quelqu'un », a déclaré le septuple vainqueur du Tour de France et rescapé du cancer pendant l'émission *This Week* de la chaîne ABC diffusée hier. Armstrong a ajouté que la guerre en Irak, à laquelle il est opposé, n'avait pas été abordée pendant leur promenade de 27 kilomètres. *AP*

REUTERS

Une famille complète de colons évacue Katif devant une barricade en feu.

C'est la fin dans la bande de Gaza

■ COLONIE DE KATIF, bande de Gaza (d'après AFP) — Israël devrait achever aujourd'hui l'évacuation des colonies de la bande de Gaza, bien avant la date prévue, et va démanteler pour la première fois des implantations du nord de la Cisjordanie, où des incidents ont éclaté hier en fin de journée.

L'armée a terminé hier l'évacuation de cinq colonies : Slav, Dougit, Elei Sinaï, Katif et Atsmona. Cela laisse seulement une colonie (à évacuer) dans l'ensemble de la bande de Gaza : Netzarim ». Cette dernière évacuation mettra fin à la colonisation israélienne dans ce territoire depuis son occupation en juin 1967.

Dans le nord de la Cisjordanie, proche étape de l'opération de désengagement, des violences ont éclaté lorsque des opposants au retrait ont incendié un véhicule de l'armée israélienne, selon le chef d'état-major de l'armée israélienne, Dan Haloutz.

« L'évacuation des colons du nord de la Cisjordanie est une autre affaire (par rapport à celle de la bande de Gaza). Je leur demande de songer à une résistance d'une autre nature », a-t-il ajouté, qualifiant ces violences d' « incidents inexcusables ».

Selon une porte-parole de l'armée, l'incident, qui n'a pas fait de blessés, a eu lieu près de la colonie de Kedoumim. Dans ce même secteur, un soldat a été hospitalisé après avoir été battu par des colons.

Un autre soldat, qui se trouvait dans l'implantation de Neve Dekalim dans la bande de Gaza évacuée jeudi, a en outre été légèrement blessé par des tirs palestiniens depuis la ville voisine de Khan Younès.

Le cabinet, à 16 voix contre 4, avait donné en fin de matinée son feu vert à l'évacuation du troisième groupe de colonies devant être démantelées avant la fin de la semaine dans la bande de Gaza et dans le nord de la Cisjordanie.

Immédiatement après le feu vert du cabinet, les forces israéliennes ont pénétré sans rencontrer de résistance à Elei Sinaï et Nissanit pour en évacuer leurs derniers occupants.

Des bulldozers ont par ailleurs commencé à raser les habitations de la colonie de Dougit, déjà évacuée par ses habitants, située dans le même secteur.

À Katif, les forces israéliennes ont dû pénétrer en force, l'entrée de la colonie ayant été entravée par des poubelles et des pneus en flammes.

À Atsmona, une soixantaine de familles et quelque 200 activistes de droite venus les soutenir, ont embarqué dans le calme dans des autobus.

« Vous avez réalisé cette mission très difficile (...) d'une façon qui force le respect, et je vous en remercie », a dit à des soldats le PM Ariel Sharon dans un camp de l'armée à Ein Hashlosha, près de la bande de Gaza.

En Cisjordanie, l'évacuation ne concerne que 4 colonies sur plus de 120 et le territoire évacué autour de ces colonies ne sera pas entièrement sous autorité palestinienne, Israël en gardant le contrôle sécuritaire.

Non des sunnites à la Constitution irakienne

La date butoir pour la présentation du document au Parlement serait de nouveau reportée

■ BAGDAD (AP) — À la veille de la date butoir fixée pour la rédaction d'une nouvelle Constitution irakienne, des négociateurs arabes sunnites ont appelé hier les États-Unis et la communauté internationale à empêcher les chiites et les Kurdes de présenter le document final au Parlement sans le consentement des sunnites.

Selon un porte-parole du gouvernement irakien, si les factions ne peuvent pas se mettre d'accord sur une version préliminaire d'ici ce soir, le Parlement risque de devoir amender la Constitution provisoire une nouvelle fois pour reporter la date butoir afin d'empêcher la dissolution du corps législatif.

Cette date butoir avait déjà été repoussée d'une semaine lundi dernier, les négociateurs n'ayant pas réussi à trouver un accord sur plusieurs questions litigieuses, parmi lesquelles le fédéralisme, la répartition des richesses pétrolières, les relations de pouvoir entre les provinces, et le rôle de la hiérarchie cléricale chiite à Najaf.

Le bloc arabe sunnite a publié un communiqué dans lequel il se plaint d'être tenu à l'écart du processus par les chiites et les Kurdes, qui concluent des accords sans lui. « Alors qu'il n'y a plus que quelques heures pour achever le texte, il n'y a pas de coordination active, ni sérieux pour rédiger la Constitution ».

La Jordanie accusée d'abriter des subversifs de Saddam

Les arabes sunnites ont affirmé qu'ils n'avaient été invités qu'à une seule réunion avec les autres négociateurs depuis lundi, en l'occurrence vendredi.

Ils exhortent les États-Unis, les Nations unies et la communauté internationale à intervenir pour empêcher qu'un projet de Constitution soit adopté sans faire l'objet d'un accord unanime, « ce qui compliquerait encore la crise actuelle ». Le vice-président Adil Abdoul-Mahdi, un chiite, a confié à la chaîne de télé Forat que 97 % du document avait été approuvé et serait soumis au Parlement avant l'heure limite.

Laith Kubba, porte-parole du gouvernement, a espéré pour sa part que les dirigeants politiques terminent la rédaction du texte à temps. Sinon, a-t-il rappelé, il y a deux options : amender la Constitution provisoire une nouvelle fois et reporter la date butoir, ou bien dissoudre le Parlement.

Les chiites et les Kurdes ont suffisamment de sièges au Parlement pour faire voter le texte, même sans les sunnites. En raison du boycottage massif des élections du 30 janvier par leur communauté, ces derniers ne disposent en effet que de 17 sièges sur les 275 que compte l'Assemblée nationale. Les arabes sunnites représentent pourtant quelque 20 % de la population du pays.

Mais les arabes sunnites pourraient, en théorie, saborder la Constitution lors du référendum du 15 octobre. En vertu des règlements actuels, la Constitution ne sera en effet pas adoptée si deux tiers des électeurs dans trois des 18 provinces s'y opposent à ce moment-là. Or les sunnites forment la majorité de la population dans au moins quatre provinces.

Parallèlement, hier, le gouvernement irakien a accusé la Jordanie d'abriter des éléments subversifs et d'avoir autorisé la famille du raïs déchu Saddam Hussein à financer un réseau œuvrant à la déstabilisation de l'Irak.

Par ailleurs, des insurgés ont ouvert le feu sur le cortège de voitures dans lequel se trouvait un membre du conseil municipal de Bagdad, Sabir Al-Issaoui. Ce dernier a été blessé et un de ses gardes du corps a été tué, selon un responsable de la municipalité. Dans le quartier de Kazimiyah, une bombe a explosé près d'un restaurant, tuant quatre civils et en blessant neuf, d'après la police.

Des pertes américaines de plus en plus importantes en Afghanistan

■ KABOUL (d'après AFP) — Les États-Unis essuient depuis plusieurs semaines des pertes croissantes en Afghanistan, où plus de 70 de leurs soldats sont morts depuis le début de l'année, victimes des rebelles dont l'efficacité grandissante laisse craindre un deuxième enlisement militaire après l'Irak.

Quatre soldats américains ont été tués et trois autres blessés hier par des bombes posées par des rebelles dans l'instable province de Zaboul (sud), a annoncé l'armée américaine.

Cette attaque porte à sept le nombre de soldats américains tués en Afghanistan depuis le début de la semaine dernière. Elle porte surtout à 74 le nombre total des soldats américains morts en 2005 dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom* menée en Afghanistan, dont une cinquantaine ont été tués par des tirs ennemis, les autres dans des accidents, selon le Pentagone.

L'année 2005 est d'ores et déjà la pire pour l'armée américaine en Afghanistan depuis son arrivée à la fin 2001. Ainsi, le nombre de morts en 2005 comparé à celui des soldats déployés est plus élevé en Afghanistan (1 pour 243) qu'en Irak (1 pour 265), selon les chiffres du ministère.

La coalition militaire sous commandement américain, qui compte aujourd'hui quelque 20 000 hommes en Afghanistan dont 90 % d'Américains, y était arrivée quelques semaines après les attentats du 11 septembre à New York, pour chasser du pays les talibans au pouvoir et leurs alliés du réseau Al-Qaida.

Les pertes américaines dans le cadre d'*Enduring Freedom* vont croissant depuis 2001, selon le Pentagone : 12 (en deux mois) en 2001, 43 en 2002, 47 en 2003, 54 en 2004, 74 (en près de huit mois) en 2005. Plus inquiétant pour Washington, leur chiffre s'est emballé depuis début juin avec près de 50 morts.

En face, les rebelles antigouvernementaux, notamment talibans, continuent certes de payer un lourd tribut, avec des centaines de morts depuis le début de l'année dans ces combats qui se concentrent surtout dans les régions instables du sud, du sud-est et de l'est, frontalières du Pakistan.

Mais le nombre de rebelles tués, estimé par les seules autorités afghanes et américaines, a tendance à diminuer quelque peu ces dernières semaines, contrairement à celui des victimes américaines.

« Il y a plus de sophistication dans les attaques des rebelles. L'an dernier, 40 % des bombes artisanales atteignaient leur but. Aujourd'hui, on est à près de 90 % », explique un responsable du bureau pour la sécurité en Afghanistan (ANSO), chargé d'évaluer la sécurité du pays pour les ONG.

L'attaque d'hier en témoigne : quatre soldats américains ont été tués par une première bombe, et trois autres « blessés par d'autres explosions, alors qu'ils tentaient de secourir leurs camarades », a précisé l'armée.

Pub antiguerre refusée à la télé américaine...

SALT LAKE CITY (d'après AP) — Deux jours avant la visite de George Bush à Salt Lake City, une chaîne de télévision de l'État a refusé de diffuser une réclame antiguerre de la mère d'un soldat mort en Irak.

La réclame a commencé à passer sur les autres chaînes de l'Utah samedi, mais Jemina Keller, responsable des ventes d'espace commercial de KTVX, filiale du réseau national ABC, a expliqué dans un courriel que ce film constituait « une publicité déplacée pour Salt Lake City ».

George Bush doit se rendre dans la ville aujourd'hui à l'occasion du rassemblement national des Anciens combattants des guerres à l'étranger. Le président a recueilli près de 70 % des suffrages l'automne dernier dans l'Utah, l'un des États les plus à droite.

Dans la réclame, la mère du soldat, Cindy Sheehan, 48 ans, accuse Bush de mentir aux Américains au sujet des programmes irakiens d'armes de destruction massive, dont la preuve de l'existence n'a jamais été apportée malgré de nombreuses inspections.

La passion d'un Gaspésien pour la fabrication de guitares

Reconnu par plusieurs artistes, Daniel Groleau peut maintenant gagner sa vie comme luthier

GENEVIÈVE GÉLINAS
Collaboration spéciale

■ SAINT-ISIDORE — Un jeune luthier gaspésien, Daniel Groleau, est en train de faire sa marque dans la fabrication de guitares électriques. L'une de ses créations est apparue au petit écran sous les doigts de l'animateur Normand Brathwaite, à la dernière fête de la Saint-Jean, et les musiciens de l'émission *Belle et Bum* pourraient bien adopter ses instruments à la rentrée.

Rien pour enfler la tête du Gaspésien de 32 ans, qui accueille LE SOLEIL dans son atelier de Saint-Isidore, près de Percé. Il s'est installé dans une pièce attenante au garage de ses parents, seul avec sa chienne Gibson, baptisée du nom d'une célèbre marque de guitares.

Son premier instrument, Daniel Groleau l'a fabriqué à 14 ans, mais il a fallu bien des détours avant qu'il retrouve sa première passion et sa région natale.

« Je suis parti de la Gaspésie début vingtaine. Mes *chums* étaient tous déjà partis, c'était la période creuse. J'ai lâché une job de mécanicien dans un garage, où j'étais en train d'exploser. »

Il déménage alors près de Rivière-du-Loup pour suivre un cours en techniques d'usinage. « Il n'existe pas vraiment de formation pour faire des guitares électriques, et c'était le cours qui s'en rapprochait le plus. J'ai appris la précision, à travailler au millième de pouce. »

À la fin de ses études, il se lance en affaires comme luthier. « Groleau Guitares, c'est né à Cabano en 2000 », raconte-t-il.

RETOUR AUX SOURCES

Le jeune homme arrondit ses fins de mois comme technicien de scène et tente de se faire un nom, quand l'effervescence culturelle autour de la Vieille Usine de l'Anse-à-Beaufils, une ancienne usine de poisson transformée en salle de spectacles, l'encourage à revenir en Gaspésie il y a un an.

« Les gens de la Vieille Usine m'ont dit "Viens-t'en, on te fait un trou". Ils voulaient que je montre ce que je faisais chez eux. »

Daniel Groleau a ainsi accès aux artistes de passage à l'Anse-à-Beaufils. « C'est là que j'ai rencontré Normand Brathwaite. Il a vu une de mes guitares, et il a tripé. Ensuite, il m'a présenté à un paquet de musiciens ». C'est là aussi qu'il trouve la reconnaissance, délesté des à-côtés qui lui permettaient jusqu'ici de gagner sa vie. « Je ne roule plus de fils, et je ne *plogue* plus de micros. Ma crédibilité a fait ça, dit-il en pointant le plafond de son atelier. Les artistes viennent voir ma *shop*, ils essaient mes guitares. »

Le luthier ne regrette pas une seconde d'être revenu en Gaspésie : « Si j'étais à Montréal, je serais vu à travers la masse. Tandis que là, je suis considéré comme le petit Gaspésien tripant. J'ai de plus en plus d'appels, j'ai des commandes jusqu'au milieu de l'hiver. J'ai ajusté mes prix, et je ne me casse plus la tête avec l'argent. Mais si je calcule mon taux horaire, avec des guitares qui prennent entre 75 et 150 heures à faire, j'arrive sous le salaire minimum. »

Ses secrets de fabrication ? Pas qu'il veuille les cacher, mais il a du mal à expliquer ses techniques, mélange d'expérience et de savoir-faire. « C'est la qualité du bois, le sens du grain, la précision dans le travail. Il faut que tu sois dans ta bulle aussi. »

Daniel Groleau s'approvisionne autant que possible en Gaspésie pour le bois qu'il utilise. La guitare sur laquelle il travaille sur notre photo sera fabriquée de frêne et d'érable piqué ; parfois il utilise de l'acajou.

Le résultat, c'est « un son avec beaucoup de chaleur, de la profondeur et beaucoup de *sustain*. Le son vient du cœur de l'instrument, et le morceau de bois vibre tellement que ça chatouille le musicien au niveau de l'estomac. »

DES PROJETS

Avec un associé, Daniel Groleau a fondé Artsonic, une petite compagnie de distribution de ses guitares et d'autres produits de luthier faits à la main. Et après Groleau Guitares, il pourrait bien y avoir Groleau Drums. « Dans les *drums*, il y a de la place pour réinventer les produits. J'ai pensé à une patente pour remplacer le chrome par du bois. Et je pourrais faire travailler trois ou quatre *chums* là-dedans, des gars qui font de la musique, mais qui doivent travailler dans des usines de poisson pour arriver. »

Et quand le projet verra le jour, ce sera toujours à Saint-Isidore, dans le garage des parents Groleau.

On peut contacter Daniel Groleau par la Vieille Usine, au (418) 782-2277.

COLLABORATION SPÉCIALE GENEVIÈVE GÉLINAS

Daniel Groleau polit une guitare qu'il espère voir vibrer sous les doigts des musiciens de l'émission « Belle et Bum » cet automne.

Jeep
Grand Cherokee

397$ 24 Mois

397$. Par mois en location 24 mois, avec un comptant de 3595$ Utilisation 40 800 km, 15 ¢ du km additionnel. Transport et taxes en sus.

GOSSELIN
ST-NICOLAS 831-2050
Chrysler / Jeep / Dodge
www.gosselinauto.com

Résultats
TVA, le réseau des fringes

Loto 6/49 — Tirage du 2005-08-20

04 14 17 23 26 38
Complémentaire : 47

	GAGNANTS	LOTS
6/6	1	14 507 724,00 $
5/6+	6	70 634,60 $
5/6	274	1 277,70 $
4/6	11 480	57,80 $
3/6	201 124	10,00 $
2/6+	127 573	5,00 $
Ventes totales :		21 318 462 $
Prochain gros lot (appr.) :		4 000 000 $

Québec 49 — Tirage du 2005-08-20

03 05 22 35 46 47
Complémentaire : 12

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	0	50 000,00 $
5/6	15	500,00 $
4/6	1 237	50,00 $
3/6	22 138	5,00 $
Ventes totales :		629 560,00 $

DOUBLE JEU 49* — Tirage du 2005-08-20

	GAGNANTS	LOTS
20 23 26 47	61	819,60 $
01 08 12 30	130	192,30 $
12 35 38 49	60	416,60 $

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

Extra — Tirage du 2005-08-20 — NUMÉRO 891188

Extra — Tirage du 2005-08-21 — NUMÉRO 749032

Québec Max — Tirage du 2005-08-21 — 3 776 3 4645

Banco — Tirage du 2005-08-21

07 09 13 17 18 20 21 24 26 27
28 30 39 46 52 61 63 66 68 69

BIENTÔT VOUS POURRIEZ RIRE...

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

L'UNIQUE
VENTE DE GARAGE
Une fois par année chez Mazda Chatel

Quantité : 122 Mazda 3 — À partir de 16,295$ — 0% de financement † à l'achat jusqu'à 24 mois

Quantité : 94 Mazda 3 SPORT — À partir de 20,285$ — 0% de financement † à l'achat jusqu'à 24 mois

Quantité : 8 RX-8 — 399$* Par mois, location 48 mois Comptant de 2,595$ Ou 36,995$ 0% de financement † à l'achat jusqu'à 36 mois

Quantité : 16 Mazda 6 GS berline — 249$* Par mois / 48 mois Comptant de 2,595$ Ou 0% de financement † à l'achat jusqu'à 24 mois

Quantité : 27 Mazda 6 SPORT — 0% de financement † à l'achat jusqu'à 24 mois

Quantité : 8 seulement Mazda 6 familiale — 0% de financement † à l'achat jusqu'à 24 mois

Quantité : 16 MPV GX — 279$* Par mois / 60 mois Comptant de 2,595$ Ou 0% de financement † à l'achat jusqu'à 60 mois

Quantité : 4 seulement B3000 Dual Sport — 229$* Par mois / 36 mois 0$ comptant Ou 0% de financement † à l'achat jusqu'à 60 mois

Quantité : 2 seulement Tribute — 0% de financement † à l'achat jusqu'à 24 mois

À LIQUIDER
46 démos, bas kilométrage
28 Mazda 3
6 Mazda 3 sport
1 RX8, blanc, cuir
1 Tribute 4x4, Titane
7 Mazda 6
3 MPV

Mazda 5 2006
Venez réserver la vôtre!!!

MAZDA CHATEL
27 ans
4601, boul. des Galeries, Québec
voisin des Galeries de la Capitale
627-4601
www.mazdachatel.com
Au Coeur de la Capitale

À VOUS DE JOUER
mazda
www.mazda.ca

* Taxes en sus. † Financement par la Banque Scotia, sur approbation du crédit. Photos à titre indicatif. Détails sur place.

VENTES, PIÈCES et SERVICE ouvert du lundi au jeudi jusqu'à 21h.

SOLDE 2005
Quantité limitée
TRACTION INTÉGRALE

FORESTER • IMPREZA • OUTBACK • LEGACY
Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru.

Traction intégrale
SUBARU

EN BREF

Canular dans Internet sur la proximité de Mars de la Terre

■ MONTRÉAL — Les astronomes amateurs qui se préparent à observer la planète Mars qui serait à son point le plus près de la Terre en 5000 ans lors du week-end du 27 août risquent d'être déçus. L'information, qui circule depuis un certain temps dans Internet, est un canular. Il s'agit, en fait, d'une remise en circulation d'un événement survenu en août 2003. La prochaine opposition de Mars, soit le moment où la planète rouge est la plus près de notre planète, aura lieu à la fin d'octobre 2005. Ce phénomène se reproduit tous les deux ans et deux mois. Mais c'est en août 2003 qu'elle était venue le plus près de la Terre en cinq millénaires et, en octobre, elle ne sera pas aussi près que la dernière fois. Ce canular vient démontrer une nouvelle fois que l'on ne peut se fier sans réserves à l'information dans Internet. *(PC)*

75 000 personnes au festival de la marijuana à Seattle

■ SEATTLE — Quelque 75 000 amateurs de marijuana se sont rassemblés samedi à Seattle pour fumer en public et demander que la marijuana soit légalisée, lors de la 14e Hempfest (littéralement fête du Chanvre). La police, présente comme à tout rassemblement important, n'a pas inquiété les fumeurs, bien que l'usage de marijuana soit officiellement illégal. Hempfest est avant tout de nature politique et donc protégé par les lois sur la liberté d'expression, a expliqué à l'AFP le sergent Lou Eagle, commandant les policiers. À la tribune du festival, les discours se sont surtout indignés de la récente décision de la Cour suprême confirmant l'illégalité de l'usage de marijuana, ce qui rendrait caduques les lois de 12 États, comme celui de Washington, où se trouve Seattle, et la Californie, légalisant l'usage médical de cette drogue pour les patients atteints de cancer ou de sida. *(AFP)*

INCENDIES

Le Portugal attend des renforts aériens

REUTERS

Un villageois de Vale da Pereiras, dans la région montagneuse de Pampilhosa da Serra, au centre du Portugal, est venu donner un coup de main aux pompiers, hier.

LÉVI FERNANDES
Agence France-Presse

■ LISBONNE — Le gouvernement portugais, qui a demandé de l'aide à ses partenaires européens, attendait hier des renforts aériens pour combattre des incendies hors de contrôle qui se sont multipliés ces dernières heures au nord et au centre du pays.

« Nous avons demandé des renforts à l'Union européenne, car samedi, les moyens dont nous disposions ne suffisaient plus pour combattre l'ensemble des incendies », a déclaré hier matin le premier ministre, José Socrates, à Pampilhosa da Serra (centre), où près de 30 000 hectares ont déjà brûlé.

« Il n'y a pas d'autre solution que de combattre les incendies, mais ensuite, il y aura beaucoup à faire, car il y a des causes structurelles (qui expliquent les incendies) au Portugal, et on ne peut se résoudre à vivre cette situation tous les ans », a-t-il fait valoir.

Les pompiers et les responsables locaux évoquent souvent la piste criminelle pour expliquer cette vague d'incendies, qui a déjà consumé cette année plus de 134 000 hectares et tué 13 personnes. Cette année, quelque 95 incendiaires présumés ont déjà été interpellés par la police.

Malgré d'importants moyens aériens — au total 49 hélicoptères et avions bombardiers d'eau —, les autorités portugaises ont besoin de renforts.

Sur le front des incendies, plus de 3000 pompiers, ainsi que des centaines de militaires et gendarmes, assistés de 32 aéronefs et 824 véhicules, étaient toujours mobilisés pour venir à bout d'une quarantaine de foyers qui échappaient encore à tout contrôle.

La vague d'incendies a consumé plus de 134 000 ha et tué 13 personnes en 2005

Le vent et un terrain souvent très accidenté ont compliqué le travail des pompiers, qui luttent depuis plus d'une semaine contre d'importants brasiers. Depuis samedi, les services de secours ont déjà sauvé une centaine de personnes.

Le gouvernement a en outre appelé la population à aider les pompiers.

Aujourd'hui, sur les 18 districts administratifs que compte le Portugal, 16 seront une nouvelle fois en état d'alerte « maximale » ou « très élevée ».

L'ÉVÉNEMENT Y A DE QUOI
>> sourire!
DE HYUNDAI

La nouvelle Sonata 2006 redessinée. Hyper équipée à partir de 21 900 $.
Dotée de série de 6 coussins gonflables, de freins à disque aux 4 roues et d'une radio avec lecteur MP3/CD et 6 haut-parleurs. Aussi disponible, moteur V6 en option.

Sonata 2006

PARTEZ AU VOLANT D'UNE SONATA 2006 EN LOCATION à partir de 235 $* par mois/ 48 mois 0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ 1,9 % FINANCEMENT À L'ACHAT DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS

PARTEZ AU VOLANT D'UN TUCSON 2005 EN LOCATION à partir de 189 $** par mois/ 60 mois
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ 0 % FINANCEMENT À L'ACHAT DISPONIBLE JUSQU'À 48 MOIS

LE VUS LE PLUS VENDU AU QUÉBEC DANS SA CATÉGORIE

GARANTIE 5-5-5
5 ans / 100 000 km
GLOBALE LIMITÉE. ASSISTANCE ROUTIÈRE††. GROUPE MOTOPROPULSEUR.

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLÔMÉS

hyundaicanada.com

Garantie complète de Hyundai sans franchise. ††24 heures, comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel suffit.

Photos à titre indicatif seulement. *Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2006 à partir de 235 $/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 14 875 $. Comptant de 3 595 $, aucun dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 1,9 % jusqu'à 36 mois. **Paiements de location basés sur un contrat de 60 mois pour le TUCSON GL 2005 à partir de 189 $/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 14 335 $. Comptant de 2 995 $, aucun dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 48 mois. En sus, frais administratifs de 350 $ reliés au contrat de location pour les modèles 2005 et 2006. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 31 août 2005.

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ANDRÉ PROVENCHER
Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
Directeur de l'éditorial PIERRE-PAUL NOREAU
Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Nouvelle posologie

Brigitte Breton
BBreton@lesoleil.com

Le fait que l'Association médicale canadienne (AMC) approuve maintenant le recours à une assurance-santé privée ne peut être considéré comme un appui tous azimuts à la privatisation du système. Il faut davantage y voir une avenue supplémentaire à explorer pour améliorer les services publics.

Les délibérations tenues cette semaine à Edmonton par le conseil général de l'AMC ont révélé encore une fois toute la complexité à résoudre les problèmes qui affectent notre système de santé public, tout en s'assurant que pauvres et riches auront accès rapidement à des services de qualité.

Même si les deux tiers des délégués consentent qu'un patient puisse profiter dorénavant d'une assurance pour payer les soins obtenus dans le secteur privé, l'AMC a néanmoins souscrit de nouveau au principe que l'accès aux soins médicaux soit basé sur le besoin, et non pas sur la capacité de payer. Qui plus est, la présidente de l'organisation soutient que ses membres croient toujours que la meilleure solution est de fournir cet accès dans le cadre d'un système public de santé.

Il est donc exagéré de qualifier de volte-face la position de l'AMC et d'y voir une menace à notre régime public. En montrant une ouverture au recours à l'assurance privée pour obtenir les soins que les établissements publics n'ont pu fournir assez rapidement, l'organisme se conforme simplement à l'arrêt de la Cour suprême dans l'affaire Chaoulli. Son attachement au système public demeure, même si les médecins reconnaissent que le *statu quo* n'est plus une option.

Tous les acteurs du réseau de la santé devraient manifester la même ouverture d'esprit. Comme il faut éviter de voir le secteur privé comme une panacée, il faut aussi s'abstenir de prétendre que sa contribution est forcément mauvaise pour les malades et leurs proches.

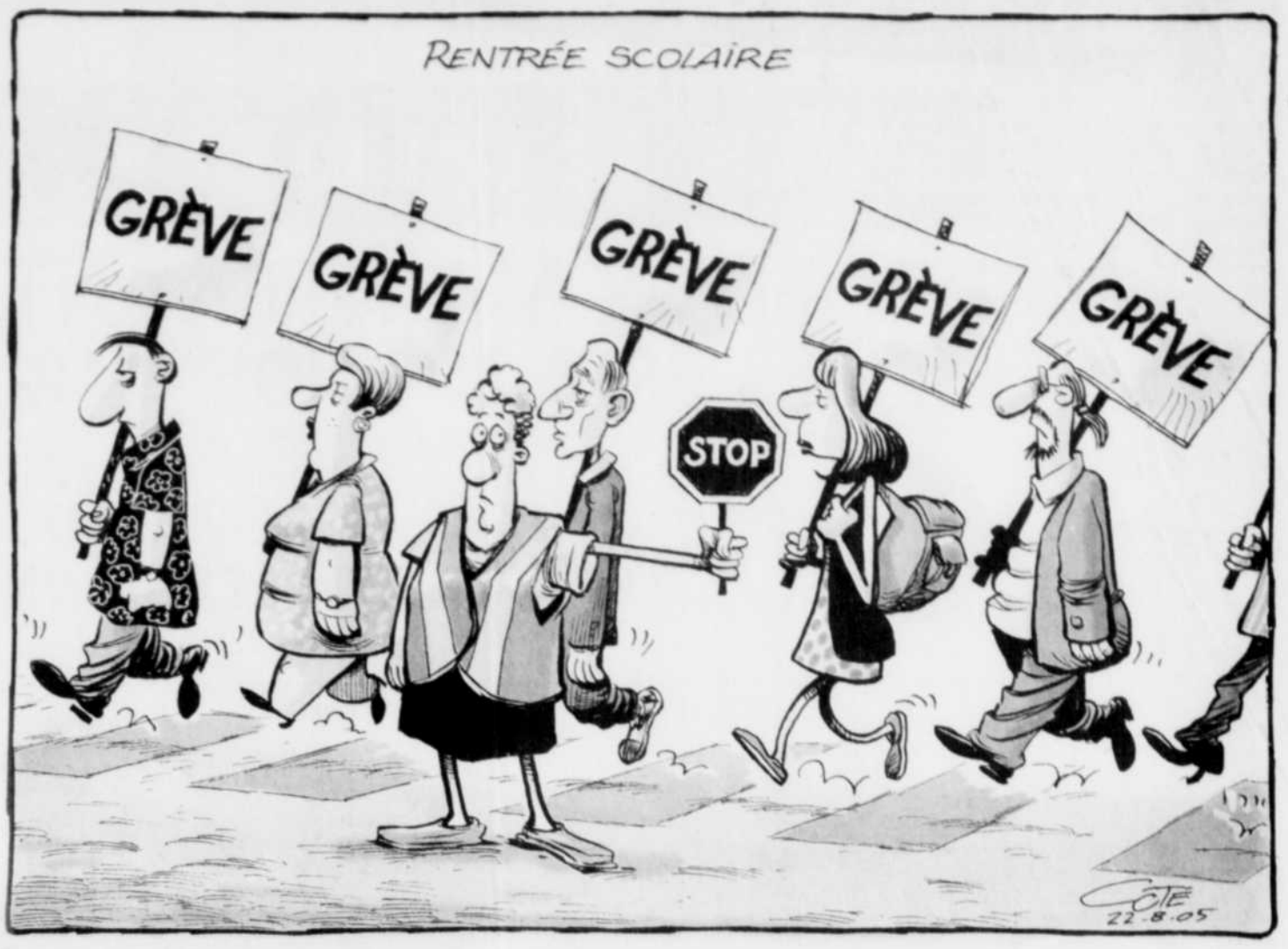
Avec l'arrêt de la Cour suprême dans l'affaire Chaoulli, avec le rapport Ménard déposé cet été, le gouvernement Charest et la population québécoise sont appelés à faire des choix et à innover pour assurer la pérennité du système public de santé et offrir de meilleurs soins aux Québécois.

Ce serait un leurre de croire que la possibilité de prendre une assurance privée pour payer davantage de soins de santé fera disparaître les temps d'attente et diminuera la part de fonds publics consacrés à ce secteur. Le Québec, comme les autres provinces canadiennes, est aux prises avec une pénurie de médecins et d'infirmières. L'AMC évalue d'ailleurs que le gouvernement devrait investir 1 milliard $ pour résoudre la crise du manque d'effectif. Une assurance privée pour aller à des cliniques ou des hôpitaux privés ne fournira donc pas par magie plus de professionnels pour opérer ou traiter les malades. L'expérience d'autres pays où existe un système mixte privé-public montre également que la place du privé demeure marginale. L'État doit donc toujours consacrer une bonne part de ses ressources au système public. Il semble impossible d'y échapper.

Certaines propositions du rapport Ménard permettraient par ailleurs d'utiliser les services du privé de façon à ce que tout le monde en profite. Pourquoi des cliniques privées affiliées ne pourraient-elles pas prendre en charge plus d'interventions de première ligne ou faire davantage de diagnostics, s'il s'avère qu'il est moins coûteux et plus efficace de les faire à ces endroits plutôt que dans certains hôpitaux?

Des soins à domicile et des services d'hébergement pour les personnes en perte d'autonomie peuvent aussi être très bien fournis par des entreprises privées si l'État fixe des exigences qui assureront des soins de qualité aux malades.

Dans toutes les avenues à explorer, une analyse fine et sérieuse devra toujours prévaloir sur les recettes magiques importées et les dogmes. Il est difficile de demander cela à un gouvernement impopulaire, à des syndicats et à des organisations professionnelles qui doivent renouveler leur contrat de travail. Pourtant, l'intérêt public le commande.



POINT **DE VUE**

Lévis ne fait plus dans la dentelle

Pierre Boucher

L'auteur a été président de la Commission de la capitale nationale et un adjoint du maire de Québec, Jean-Paul L'Allier.

Lévis, la coquette, est un des secrets les mieux gardés du Québec. Peu la connaissent car peu la visitent. Il y a fort à parier que de nombreux citoyens de Québec n'ont pas découvert les charmes de son centre ancien, amalgame très XIX[e] de rues ombragées et pentues, de maisons bourgeoises, d'un collège de pierres que l'âge n'use pas, d'une église aux allures de cathédrale, d'une « anglicane » admirablement revisitée pour la chanson, du lieu fondateur de la première caisse populaire, d'un belvédère-terrasse appelant, de nuit comme de jour, à l'éternelle contemplation du cap Diamant, de ses fortifications et de son château. Et quoi encore ! Il suffit d'une promenade, une seule, pour céder à l'envoûtement de ce quartier calme et apaisant.

Pierre Boucher

Lévis n'est pas que cela. La main de l'homme du XX[e] siècle, comme ailleurs, a fait surgir des verrues dans un paysage pourtant si amoureusement façonné par les ancêtres. Apparut un jour le chantier maritime, assurément nourricier mais, comme un port, mutilateur de littoral. Puis vint la pétrolière qui, sans retenue, avança à jamais son bras tentaculaire dans le fleuve. Et comment pourrait-on taire le boulevard Kennedy, chef-d'œuvre d'entrée de ville hideuse, qui n'a pour seule vertu que de faire ressembler Lévis à toutes ces villes moyennes qui s'enorgueillissent de reproduire les stéréotypes des grandes. On comprend que Lévis n'est pas une carte postale et qu'il fallait créer des lieux de travail. Ce n'est pas le charme d'antan qui en inspira la conception.

Aujourd'hui encore, tiraillée par les démons de la modernité, ou peut-être simplement avide de ramasser les scories que sa voisine d'en face rejette, Lévis se laisse séduire par des projets qui sont de nature à empirer le mal. Ces projets, il est permis de les combattre, car on n'a pas encore à les tolérer comme héritage de l'histoire. À l'est, un projet de port méthanier fait saliver des élus plus sensibles aux rentrées fiscales qu'aux impacts environnementaux et à la balafre additionnelle qui sillonnerait le visage du littoral. À l'ouest, à proximité des ponts, le pactole serait à portée de main avec l'arrivée de commerces de grande surface dont rien pourtant ne justifie la construction et qui, se surcroît, défigureront un paysage encore bucolique.

Que des promoteurs et des grandes chaînes commerciales veuillent reproduire sur la Rive-Sud ce que la Rive-Nord offre à satiété, on ne peut s'en étonner. La consommation n'ayant pas de limite à leurs yeux, ils plantent allègrement leurs temples commerciaux partout où se profile l'ombre d'un consommateur. Faut-il pour cela étaler la ville toujours plus loin ? Rien ne les retiendra d'empiéter sur les territoires agricoles, de déstructurer des espaces non construits dont la ville a besoin pour son équilibre, d'encourager l'usage de l'automobile avec des stationnements non payants, de tuer le commerce de proximité et d'assécher les rues principales. Ils imposeront leur recette d'aménagement de la ville, ils dicteront la dynamique urbaine de la consommation. On comprend moins bien que des élus bombent le torse devant ces coups de force, avec l'assurance que ces commerces contribueront au développement économique et à la création de la richesse. Allons donc !

Comment les grandes surfaces peuvent-elles pousser comme des champignons quand il n'y a pas de croissance démographique et que le besoin de nouveaux lieux de commerce ne s'impose pas ? La réponse tombe sous le sens : les nouvelles créatures ne s'embarrassent pas d'entraîner la disparition ou l'affaiblissement des commerces existants. Bref, ce n'est pas de développement économique qu'il faut parler, mais de pur déménagement des lieux de consommation. Les effets sont connus: en périphérie, des quartiers dortoirs seront perturbés par un achalandage ni prévu, ni désiré ; de nouvelles bretelles d'autoroute et des voies de service devront être construites par le ministère des Transports aux frais de l'ensemble des contribuables ; des infrastructures municipales seront forcément requises ; et le commerce de proximité, celui qui fait notre bonheur quotidien parce qu'on le pratique près de chez soi, à pied, sera davantage fragilisé. Sans pour autant que le volume des biens consommés augmente, sans que les exportations, seules génératrices d'enrichissement, ne s'accroissent. Est-ce vraiment le progrès de la ville que l'on désire ?

Le cas de Lévis n'est pas unique. Le Québec, le Canada, l'Amérique sont faits de villes qui, succombant au mimétisme, reproduisent en copies conformes un modèle urbain dominé par la consommation à outrance, dont les centres commerciaux jouent le rôle d'agoras et dont les enseignes commerciales, aussi laides que bigarrées, sont les signes affriolants.

On eut cru que la création d'une communauté métropolitaine, englobant la ville de Lévis, aurait fait naître dans notre agglomération un paysage urbain amélioré, inspiré par la différence culturelle québécoise et la dignité de capitale. Il faut croire qu'on s'est trompé. À moins que les candidats à la mairie de Québec en fassent un enjeu électoral, puisque, comme on le sait, l'heureux élu sera du coup président de la Communauté métropolitaine.

CARREFOUR DES LECTEURS

Combien d'accidents encore?

Les automobilistes qui circulent sur le boulevard Honoré-Mercier, en haute ville de Québec, en provenance du nord et qui veulent tourner à gauche, en toute sécurité sur la rue Saint-Jean — vers la place D'Youville — peuvent le faire, sauf à certains moments où le virage à gauche est permis mais non protégé. Résultats? Les automobilistes qui ne connaissent pas parfaitement cette intersection, tournent à gauche en direction de la place D'Youville sans se méfier des automobilistes qui, à grande vitesse, descendent en direction nord. De nombreux accidents surviennent à cet endroit, pourtant ! À une telle intersection, les automobilistes devraient avoir un temps pendant lequel le virage à gauche serait protégé, par un feu vert clignotant par exemple. Au feu vert non clignotant, ils sauraient qu'ils peuvent tourner, mais que le virage n'est pas protégé. Un panneau devrait fournir l'information appropriée. Combien faudra-t-il de morts ou de blessés avant que la Ville se ne décide à remédier au problème? J'ai informé le service concerné il y a déjà plus d'un an et la réponse fut qu'un comité étudiait la situation. J'attends toujours.

Bruno Giroux
Québec

ARCHIVES LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

L'Agora continue de faire jaser.

L'Agora et Lévis

(*À Marc Bellemare*)
Le 29 juillet dernier, lors du concert du groupe Styx, je vous ai demandé si vous alliez consulter les gens de Lévis dans la survie de l'Agora de Québec. Plusieurs personnes en face de Québec en ont plein le dos des concerts dans le Vieux-Port, de se faire dicter l'heure où l'on doit se coucher ou encore la musique que l'on doit écouter. Il ne nous reste bien souvent qu'à fermer les fenêtres, même s'il fait chaud. La population de la Rive-Sud a son mot à dire et se fera entendre dans ce dossier.

Gilles Frenette
Lévis

Pas en classe

J'ai du mal à concevoir divertissement et réussite scolaire dans une même salle de classe... Il est évident que les appareils électroniques sont de plus en plus présents dans nos vies. La génération d'aujourd'hui est différente et je suis pleinement ouvert là-dessus. Seulement le hic, c'est que ces fameux cellulaires permettant d'envoyer des SMS (messages) n'arrangent en rien l'art de bien parler et d'écrire le français et l'anglais. Je suis toujours choqué, lorsque je tombe sur un site de conversations, de voir la langue de Molière ainsi que celle de Shakespeare mitraillées de toutes parts (« pkoi » pour pourquoi, « slt » pour salut, « cé hot », « tlm », etc.) Je suis issue d'un pays où, encore en 2005, les élèves font des dictées en classe pour parfaire leur vocabulaire et l'art de l'écriture. L'usage de ces gadgets entre amis à l'extérieur des cours est concevable, sans limites... mais je pense sincèrement qu'à l'intérieur d'une salle de classe, on se doit d'être studieux.

Laurent Flambourari
Charlesbourg

Le silence de la voix francophone

Depuis un peu plus d'une semaine, la voix francophone s'est tue. Pour les téléspectateurs de Radio-Canada qui habitent hors du Québec, à l'exception des francophones vivant à Moncton, il n'est plus possible d'écouter les nouvelles régionales en langue française. Sans prendre parti dans cet affrontement entre la Guilde canadienne des médias et la société d'État, on se doit de prendre conscience d'une problématique aggravée par cette situation. Il est notoire que la sauvegarde de la langue française est un défi de tous les instants pour les communautés francophones vivant en milieu minoritaire. Or, l'absence d'une diffusion des nouvelles en langue française hors du Québec atteint directement la sauvegarde du fait français au Canada puisqu'elle freine la promotion de la culture francophone. À ce sujet, certains diront qu'il nous est toujours possible d'entendre des nouvelles en langue française par l'entremise des postes québécois. Or, il est rare que ces postes diffusent nos nouvelles. S'il est vrai que le Canada est un pays bilingue, il ne suffit pas de le dire. Encore faut-il le prouver aux francophones qui habitent hors du Québec et le leur faire vivre.

Naomi Sara Fortier
Zenon Park, Saskatchewan

▸ Écrivez-nous !

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle ? Écrivez-nous à **opinion@lesoleil.com**

Adresse postale :
Carrefour des lecteurs
Journal LE SOLEIL
410, boulevard Charest Est, C.P. 1547
Succ. Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

OFFRE PROLONGÉE!

PRIX EMPLOYÉ PLUS

PROFITEZ MAINTENANT DES MÊMES PRIX QUE NOS EMPLOYÉS.

JUSQU'À **5500$** **EN REMISE DU CONCESSIONNAIRE**

À L'ACHAT SUR CERTAINS MODÈLES SÉLECTIONNÉS*.

DODGE CHRYSLER Jeep MD

Location exclusive de 24 mois

LOCATION 24 mois

LOUEZ À 159$† par mois

Comptant initial de 1785$ ou échange équivalent.

CHRYSLER PT CRUISER 2005

LOUEZ À 249$† par mois

Comptant initial de 2676$ ou échange équivalent.

DODGE CARAVAN 2005

LOUEZ À 179$† par mois

Comptant initial de 1895$ ou échange équivalent.

JEEP TJ SE 4X4 2005

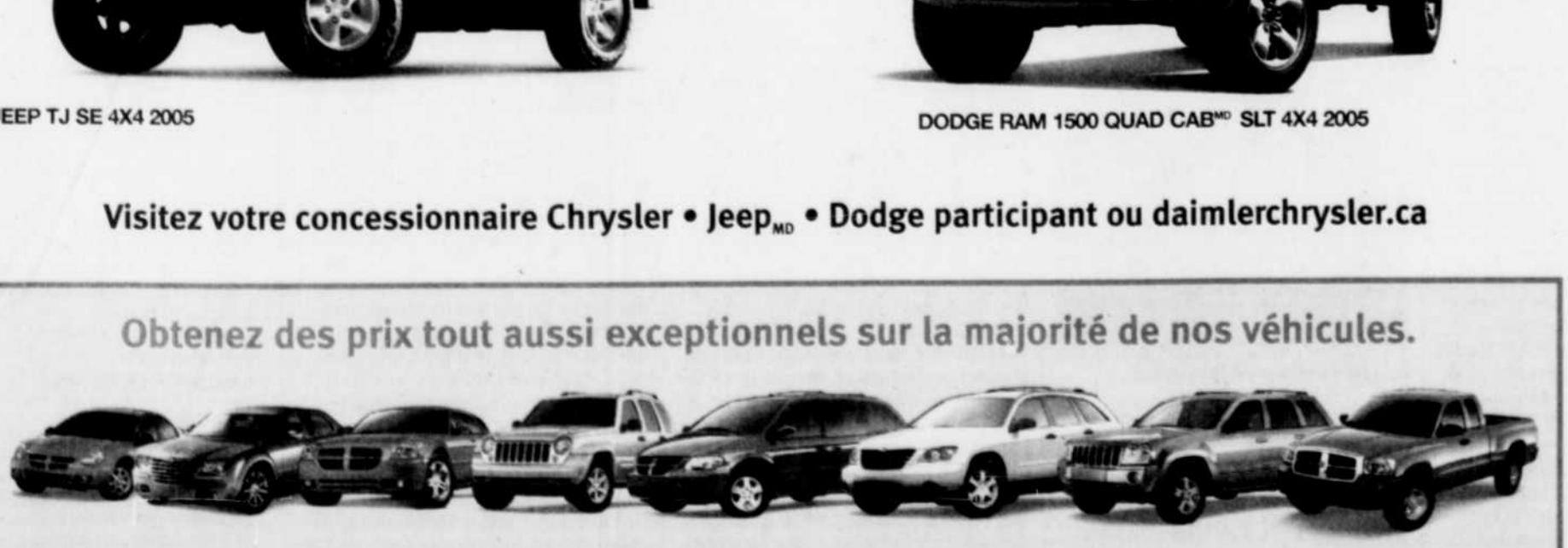
LOUEZ À 349$† par mois

Comptant initial de 3110$ ou échange équivalent.

DODGE RAM 1500 QUAD CAB MD SLT 4X4 2005

Visitez votre concessionnaire Chrysler • Jeep MD • Dodge participant ou daimlerchrysler.ca

Obtenez des prix tout aussi exceptionnels sur la majorité de nos véhicules.



FINANCEMENT OFFERT EXCLUSIVEMENT PAR
Services financiers Chrysler

† Tarifs mensuels pour 24 mois établis pour la PT Cruiser avec l'ensemble 23R + ADC + RCU + GCH + 4XA + WJW + GCD + P5 et le Dodge Ram avec l'ensemble 26G + DH5 + CVN + AGG + AHC + DMH + DSA + GPG + WPG + XME + M9. Le dépôt de sécurité est de 0$ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 40 800 km au taux de 15¢ le kilomètre. Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada est un membre du groupe de Services DaimlerChrysler Canada. * Le programme Prix Employé Plus s'applique à tous les véhicules 2005, à l'exception des SRT 8, SRT 10 et Sprinter. Les allocations directes du manufacturier aux concessionnaires sont comme suit : 4200$ sur la PT Cruiser (sauf le modèle décapotable), 1000$ sur tous les modèles de Ram (sauf les modèles diesels), 5500$ sur les modèles 28C de Caravan et 2850$ sur tous les modèles de TJ. Les consommateurs doivent prendre possession de leur véhicule au plus tard le 31 août 2005. †. ** Transport, immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre (60$), frais d'administration des concessionnaires et taxes en sus. Offres exclusives et d'une durée limitée qui ne peuvent être combinées à aucune autre offre, à l'exception du programme d'aide aux handicapés physiques, et qui s'appliquent à la livraison au détail des modèles 2005 neufs en stock sélectionnés. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Photos à titre indicatif seulement. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep MD • Dodge du Québec

CHRYSLER
Jeep
DODGE
CINQ ÉTOILES